

AVANCEMENT DE GRADE : RAPPORT D'ACTIVITES

MICHEL VALERIE

NUMEN: 21S0317755OKE

DIPLOMES ET TITRES

Agrégé de droit public (2004)
Docteur en droit Université Paris I – 2000
DEA de droit communautaire Université Paris I – 1995
Institut de droit public des affaires Université Paris XI-EFB Paris – 1994
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat 1994
DESS Entreprises et droit communautaire (Université Paris XI – 1993)

PARCOURS PROFESSIONNEL

Depuis 2011 Professeur, Université Paul Cézanne - Aix-Marseille III – Aix-Marseille Université
2004-2010 Professeur, Université de Strasbourg - Unistra
2003-2004 Maître de conférences, Université de Rouen
1998-2000 Attaché temporaire d'enseignement et de recherches, Université Paris I
1994-1998 Allocataire de recherches, Université Paris I

DISTINCTIONS

Chevalier de l'Ordre National du Mérite, 2018

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Durant la carrière, les enseignements ont toujours comporté des cours en droit de l'Union européenne, tant en droit institutionnel, qu'en droit matériel – droit économique européen, d'une part, et politiques et actions de l'Union, d'autre part. A l'université de Strasbourg, s'y ajoutèrent des enseignements en droit constitutionnel et de grands systèmes juridiques.

Grâce à l'obtention d'une Chaire Jean Monnet, tant à Strasbourg qu'à Aix-Marseille Université, il m'a été possible de créer un cours de politiques et actions de l'Union européenne. En outre, cette Chaire m'a donné la possibilité de créer un séminaire à l'Université du Temps Libre d'Aix-Marseille Université.

Outre ces enseignements dans mes universités d'affectation, il m'a été donné d'exercer des activités pédagogiques sous forme de conférences ou séminaires au sein de structures institutionnelles (Médiateur de la République, MINEFI, PJJ), dans le cadre de programmes de formation liés à la stratégie de pré-adhésion à l'Union européenne ou dans des structures de collaboration interuniversitaires européennes.

Aix-Marseille Université

- ◇ Institutions internationales et organisations européennes, L1, CM, FI, 2018/....
- ◇ Droit du marché intérieur L2, CM, FI, 2011/... & FC 2012-2015

- ◇ Ordre juridique de l'Union européenne, L2, CM, FI
- ◇ Politiques et actions de l'Union européenne, M1, droit international et européen, CM, FI & FC, 2012/....
- ◇ Relations extérieures de l'Union européennes, M2 droit de l'Union européenne, 2011/...
- ◇ Méthodologie de la recherche, M2 Droit de l'Union européenne, 2013/...
- ◇ Actualité des questions européennes, M2 journalisme juridique (Pro), 2012/2016
- ◇ Contentieux européen, M2 Droit et pratique des contentieux publics & M2 droit de l'Union européenne, 2012/2014
- ◇ Droit européen de l'environnement, M2 Droit de l'environnement, 2011/2012
- ◇ Contentieux de l'environnement, M2 Droit de l'environnement, 2011/2012
- ◇ Protection européenne des droits fondamentaux, M2, Droit de l'Union européenne, 2011/2012

Université de Strasbourg

- ◇ Droit constitutionnel, L1, S1 & S2, FI
- ◇ Système juridique communautaire, L2, FI
- ◇ Actions et politiques communautaires, L2, FI
- ◇ Grands systèmes juridiques, L2, FI
- ◇ Droit économique communautaire, L3, FI
- ◇ Contentieux communautaire, M1, FI
- ◇ Droit Communautaire ; IPAG, LAP
- ◇ Institutions politiques, IPAG, LAP
- ◇ Préparation à l'entretien, Prep'ENA, IEP de Strasbourg

Conférences dans des cycles de formation

- ◇ *Ecole Nationale d'Administration - Centre des Etudes Européennes de Strasbourg*
 - L'internationalisation du pouvoir constituant (2007)
 - Les compétences de l'Union européenne et de la Communauté européenne (2006)
 - Développement de la société internationale : évolution ou révolution des concepts d'Etat et de constitution (2006)
 - La décentralisation à l'épreuve de l'Europe (2005)
 - Les compétences de l'Union européenne et de la Communauté européenne (2005)
- ◇ *Centre des Etudes Européennes de Strasbourg - ENM* Formation continue des magistrats en droit communautaire (2005)
- ◇ *Ecole Nationale de la Magistrature et Agence de Coopération Juridique Internationale*, Formation des magistrats, Pecs et Debrecen, Hongrie : Les institutions européennes ; L'ordre juridique communautaire ; Le processus décisionnel ; 2000
- ◇ *Médiateur de la République*, Cabinet de M. Delevoye, Formation sur l'Union européenne, 2005
- ◇ *Minefi, Direction des affaires juridiques*, Compétences externes de l'Union européennes, 2012
- ◇ *Protection judiciaire de la jeunesse*, Marseille, L'Union européenne et les politiques de l'Union, La place des mineurs en droit de l'Union, 2012

Cours – Séminaire dans d'autres États membres

Aucune de ces activités n'a été effectuée en qualité de Professeur invité

- ◇ Université Catholique de Louvain, Séminaire Libre circulation dans personnes : autour des « catégories » (3 h) et Les justifications de l'entrave (3h), 2016
- ◇ Collège universitaire français, Saint Pétersbourg (2011) : Droit de l'Union européenne
- ◇ Université de Fribourg Suisse (2007) : Les compétences externes de l'Union européenne
- ◇ Université Mykolas Romeris, Vilnius (2005) : Libre circulation des marchandises
- ◇ Collège juridique Franco-Roumain d'Etudes Européennes, Bucarest (2004/2009) : Droit de la concurrence
- ◇ Université de Belgrade, programme du Centre Universitaire Européen de Nancy, Belgrade (2004) : Droit communautaire matériel
- ◇ Université d'été de Thessalonique, Programme Tempus des Université Paris XI et de Plzen, République Tchèque (1998) : L'élargissement de l'Union européenne : questions institutionnelles ; Droit de la concurrence
- ◇ Université d'été à Grenade, Programme Tempus des Université Paris XI et de Plzen, République Tchèque (1997) : Les effets du droit communautaire, La libre circulation des marchandises
- ◇ Université d'été à Rovaniemi, Programme Tempus Programme Tempus des Université Paris XI et de Plzen, République Tchèque (1996) : Les libertés de circulation : implications juridiques et économiques

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

Directrice du M2 droit de l'Union européenne, Aix Marseille Université – 2012/....

Directrice du M2 Droit de l'Union européenne, Université de Strasbourg - 2007-2010

Je travaille actuellement à la création d'une formation « juristes linguistes ». en collaboration avec la Faculté des Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines

DIFFUSION, RAYONNEMENT, ACTIVITES INTERNATIONALES

Outre les enseignements hors établissements d'affectation, la participation à des programmes européens de formation ou les formations opérées au sein de structures institutionnelles, recensés dans la rubrique activités pédagogiques

- ◇ Titulaire d'une Chaire Jean Monnet –
 - sept. 2012 à août 2015 Aix-Marseille Université
 - sept 2006 à aout 2009 Université de Strasbourg
- ◇ Déléguée thématique près du Médiateur de la République, devenu Défenseur des droits 2006/2016
- ◇ Coopération avec La Sapienza, Rome, ayant donné lieu à la création de la revue électronique European Papers

ACTIVITE SCIENTIFIQUE

Thématiques de recherche

Les thématiques de recherche sont principalement centrées en droit de l'Union européenne. Néanmoins, et de manière logique car induite par la structure même de l'Union européenne et les effets du droit de l'Union, ces recherches ne peuvent être menées de manière satisfaisante sans la mobilisation du droit international public, du droit constitutionnel et, dans une moindre mesure – du moins en ce qui concerne mes recherches – du droit administratif. Ces recherches sont conduites dans les deux pans du droit de l'Union européenne, le droit institutionnel et le droit matériel soit pris ensembles, soit abordés isolément.

Leur pivot en est la thématique des compétences de l'Union européenne – sujet de recherche doctorale - (notamment publications 1, 21, 53, 57, 58 mentionnées en annexe) – domaine dans lequel une dialectique se noue entre contrainte de l'Union et mainmise des États membres. Ce subtil dialogue se constate, notamment, dans le processus de construction de « l'europe de la santé » (pub. 35, 46, 61, 75, 76) mais également dans le travail de formalisation et de systématisation des compétences lors de la rédaction du traité établissant une constitution pour l'Europe et du traité de Lisbonne (not. pub. 8, 9, 10, 16, 17, 18). Les actes annexés aux traités, instruments classiques de droit international public auxquels peu d'études étaient consacrées lorsque j'ai commencé à m'y intéresser, sont tout particulièrement révélateurs de la volonté des États de préciser, pour ne pas dire ajuster, certaines dispositions des traités à l'ampleur du sacrifice qu'ils peuvent consentir (not. pub. 23, 64). Ainsi, la plasticité de la construction européenne, l'adaptabilité des compétences dévolues à l'Union, largement exploitée par la Cour de justice (pub. 38, 67, 68) est-elle aujourd'hui, et de plus en plus, accompagnée et tempérée par l'action des États, qu'elle soit collective ou individuelle (not. pub. 44). Si l'on peut y voir une altération de la « méthode communautaire », il n'en demeure pas moins que ce dialogue entre autorités européennes et nationales s'avère aujourd'hui essentiel au maintien de « l'affectio societatis européen » (not. pub. 5, 54) voire de l'unité de l'Union (pub. 41). Il n'en demeure pas moins que, dans cette dialectique approfondissement/prise en compte des spécificités nationales, la prudence – dans l'analyse ou le jugement – doit être de mise et ce, pour plusieurs raisons.

La malléabilité du traité de Rome s'est révélée féconde aux mains de la Cour de justice, voire du législateur européen (pub. 24, 25, 79). L'exemple topique en est la protection des droits de l'homme dans l'ordre juridique de la Communauté et désormais de l'Union (not. pub. 12, 63) : il démontre que les institutions européennes parviennent à dépasser le cadre strictement économique du traité fondateur pour satisfaire cet impératif essentiel de protection des droits fondamentaux. L'analyse du chemin parcouru en la matière atteste donc des bienfaits des « propriétés impulsives » du traité, bienfaits qu'il pourrait être regrettable de voir disparaître. La question de la protection des droits fondamentaux révèle néanmoins cette évidence : les conquêtes – ici celle de la progression de la protection des droits fondamentaux dans et par l'Union – s'avèrent fragiles car la conception du droit de l'Union peut être insuffisante notamment lorsque les États membres prennent des distances avec les standards communément admis en la matière. La mise en œuvre du « système Dublin » ou du mandat d'arrêt européen en atteste (pub. 90, 91). La prudence doit également guider le choix des spécificités nationales devant être reconnues au niveau de l'Union et les modalités de cette prise en compte. En effet, la différenciation des États en résultant, ainsi que l'atténuation des principes essentiels de l'ordre juridique de l'Union, peuvent en affecter les fondements et, en tout état de cause, ils complexifient considérablement la lecture du droit de l'Union. En d'autres termes, si les États peuvent s'en satisfaire, il y a là de nombreuses causes d'incompréhension et de perplexité

pour le citoyen européen. Or, et il s'agit d'un truisme, il est impératif de porter attention aux citoyens européens.

La citoyenneté européenne – axe de recherche notamment dans le cadre de la Chaire Jean Monnet DEMOS (2012/2015), prolongement et approfondissement de la notion de ressortissant communautaire fondant l'appréhension strictement économique de la personne dans le traité de 1957, est au carrefour d'enjeux fondamentaux. Au-delà des questions théoriques, la citoyenneté européenne doit être appréhendée tant dans sa signification politique que dans sa portée économique. Dans son sens large et dans sa fonction ultime, la citoyenneté européenne concourt à la légitimité de l'Union en ce qu'elle place la personne, et non plus le seul agent économique, au cœur de la vie politique européenne. Il y a là un élément utile à l'adhésion des citoyens à la construction européenne, au dessein d'une légitimité populaire de l'Union (pub. 37, 55). Ceci ne sera cependant une réalité effective que si les citoyens européens se saisissent pleinement de ces droits, ce qui ne semble pas être encore pleinement le cas qu'il s'agisse des droits politiques (pub. 69) ou de l'initiative citoyenne (pub. 40) . Tout autre est le constat quant à l'usage des droits économiques. En effet, l'analyse de la jurisprudence révèle que les principes de la reconnaissance mutuelle et de libre circulation des personnes sont particulièrement bien maîtrisés par les particuliers. Il y a certainement lieu de saluer cette appropriation des droits économiques du traité par leurs bénéficiaires. Toutefois, cette satisfaction ne doit pas occulter les risques que comporte un usage abusif de ces droits. Ceci est particulièrement patent dans le domaine de la reconnaissance mutuelle du permis de conduire car il n'est pas rare que, pour obvier les effets du retrait de permis de conduire, un conducteur en obtienne un nouveau dans un autre Etat membre et fasse jouer, dans l'état ayant prononcé le retrait, le principe de reconnaissance mutuelle. La démarche est incontestablement judicieuse. Elle n'en est pas moins dangereuse, car elle emporte la possibilité de contourner, de mettre à bas, des législations nationales sur le fondement du droit de l'Union. Inhérent au principe de reconnaissance mutuelle, qui induit une concurrence entre les ordres juridiques étatiques (pub. 65), ce risque impose à la Cour l'adoption de solutions mesurées conciliant la défense du principe de reconnaissance mutuelle tout en permettant aux États de s'y opposer lorsque cette stratégie de contournement est déployée. Il semble toutefois évident, qu'au-delà de ces solutions ponctuelles, la construction de l'ordre juridique de l'Union gagnerait à voir consacrer la notion d'abus de droit. Plus généralement, la conception initiale de la construction européenne confronte celle-ci à la nécessité de concevoir la cohérence de l'ordre juridique créé (pub. 4, 26, 33, 56).

L'ensemble de la recherche est nourri par les commentaires mensuels de jurisprudence (pub. 93-461).

Publications : *présentation, en quelques lignes, des 5 publications jugées les plus significatives*

« Le protectionnisme étatique licite vu au travers des exceptions au droit du marché intérieur », in S. Barbou des Places (dir) Protectionnisme et Union européenne, Pedone, 2014

Etude substantielle des conditions d'invocation des justifications de l'entrave dans l'entre-deux formalisé par M Monti évoquant « une protection sans protectionnisme » conduisant à détailler les modalités de prise en compte des arguments économiques dans la justification de l'entrave.

“Directive 2005/36/EC on the recognition of professional qualifications”, in International and European Labour Law: A Commentary, E. Ales ; M. Bell ; O. Deinert ; S. Robin-Olivier (dir) ; Nomos Verlagsges, 2018, pp. 713-783

The directive constitutes a significant turning point in the implementation of the principle of mutual recognition of professional qualifications, which is key to the free movement of professionals. It has many advantages, the first of which is simply to put an end to the sector-based approach that previously governed these matters. While this approach does still play a role, as a number of professions receive special treatment in directive 2005/36, the existence of one unique piece of legislation does facilitate access to the applicable rules.

The aim of the directive is to implement the objectives of the Lisbon Strategy and thus to boost the economy in the European Union. In the light of this objective, the directive is particularly interesting with regard to the mechanisms facilitating the free provision of services, which benefits from automatic recognition as a matter of principle. With respect to the freedom of establishment, three mechanisms are created in order to cover as many situations as possible.

Mutual recognition is also facilitated by a clear allocation of responsibilities between the home and host Member States and by dematerialisation, of which the EPC and the IMI file are emblematic.

« Etablissement de santé, finances et droit de l’Union européenne », in Etablissement de santé et moyens financiers: la satisfaction de l’intérêt général à la mesure de son coût, Les cahiers de droit de la santé, n° 22, 2016

Analyse des points de rencontre entre le droit de l’Union et les établissements de santé et leur financement. Démonstration de ce que si les établissements de santé font l’objet d’une jurisprudence équilibrée en droit du marché intérieur, ce qui est de nature à permettre leur pérennisation, il en va différemment sous l’angle de l’impact des obligations afférentes à l’UEM et ce au risque de conduire à une lente remise en cause des politiques nationales

Quelles catégories pour le marché intérieur, in B. Bertrand (dir), Les catégories juridiques en droit de l’Union européenne, Bruylant, 2016, pp. 211-233

Eudes sur la porosité des catégories juridiques informant le marché intérieur ; analyse des causes de cette porosité ; analyse de l’incidence des catégories européenne du marché intérieur sur la catégorisation des pouvoirs en droit national

Commentaires Revue Europe
Rédaction de commentaires (**5-6 par mois**) de la jurisprudence de la Cour et du Tribunal

ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE

L’encadrement doctoral est conçu comme devant être conditionné par le financement du doctorant.

◇ Thèses en cours

Zara SUMODHE, *Les clauses transversales en droit de l'Union européenne*, dep. sept. 2018, Doctorante contractuelle -contrat doctoral handicap, Aix-Marseille Université, 100%

Antoine HARQUET, *La protection culturelle en droit de l'Union européenne*, dep. sept. 2017, co-dir. K. Blairon, (50%), Contrat doctoral, Nancy

Julien TRIBOUT, *Recherches sur la sanction du particulier en droit de l'Union européenne*, dep. 27.10.2016, Doctorant contractuel, Aix-Marseille Université, 100%

Catherine DEWAILLY, *Enjeux et perspectives de l'ouverture des données publiques*, dep. 18.09.2015, Doctorante contractuelle, Région PACA, Aix-Marseille Université, 100%

◇ Thèses soutenues

Loïc WAGNER, *L'union européenne et le droit international des subventions*, Université de Strasbourg, – en codirection avec A. Klebes-Pélissier à compter de la mutation à Aix en Provence (2011), soutenance 2013

Allocataire- ATER

Qualifié aux fonctions de maitre de conférences 2014

Actuellement Administrateur, Direction générale de la bibliothèque, recherche et documentation, Cour de Justice de l'Union européenne

Marie MEISTER, *Etude comparative des modes de raisonnement dans le contentieux économique*, Université de Strasbourg, – en codirection avec A. Klebes-Pélissier à compter de la mutation à Aix en Provence (2011), soutenance 2013

Allocataire – ATER

Non qualifiée aux fonctions de maitre de conférences

Référéndaire, CJUE

Ljupcho GROZDANOVSKI, *La présomption en droit de l'Union européenne*, Aix-Marseille Université en co-direction avec C. KADDOUS, Univ de Genève, soutenance 2015

Qualifié aux fonctions de maitres de conférences, 2016

Claire DAGOT, *Le prix de l'électricité en droit de l'Union européenne – Etude comparative France Allemagne*, en cotutelle avec Franz Jürgen SÄCKE, Université Libre de Berlin, Financement en Allemagne, puis ATER Aix-Marseille Université, soutenance 2018

Non présentation à la qualification aux fonctions de maitre de conférences

Maeve KIEFFER, *Recherches sur l'identité de l'Union européenne*, Université de Strasbourg, – en codirection avec E Maulin à compter de la mutation à Aix en Provence (2011), soutenance 2015

Non présentation à la qualification aux fonctions de maitre de conférences

Actuellement, chargée d'études, au Ministère de la défense, sous direction du droit international et européen

Marine Briard, *Recherche sur la détermination du droit de l'Union européenne par le droit international : l'exemple de la soft law I*, Aix-Marseille Université, soutenance 2017

Non présentation à la qualification aux fonctions de maitre de conférences

Maud CINTRAT, *Le droit appliqué à l'animal destiné à la consommation humaine : entre santé publique et compétition économique*, co.dir. G. Nicolas, (50%) Aix-Marseille Université, soutenance 2017

Qualifiée aux fonctions de maitre de conférences

◇ Thèses abandonnées

Ch. BENOIT, Etude comparative de la légalité et de la légitimité des quotas en droit américain et en droit de l'Union européenne Doctorant non-financé

C. COTTIN, Recherches sur les compétences externes de l'Union : enjeux et contraintes, Clément Cottin

Y. EL BOUSTANY, La dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

**PARTICIPATION JURYS DE THESE ET DE HDR
(HORS ETABLISSEMENT)**

Jurys de soutenance de thèse, en qualité de rapporteur

1. D. PINCEMAILLE, *Droit constitutionnel européen et pouvoir constituant*, Nancy 2, 2007
2. A. MANSOURI, *L'utilisation du droit comparé par le juge communautaire : contribution à l'étude des finalités du droit comparé en droit communautaire*, Rouen 2007 »
3. VALBOM, *Frontière et libre circulation des personnes dans l'Union européenne*, Pau, 2007
4. S. CAZET, *Le recours en carence en droit communautaire*, La Réunion, 2008
5. C. GAUTIER, *Essai sur les instruments juridiques du nouveau cadre financier de soutien à l'innovation en Europe*, Paris XI, 2008
6. M. BOULET, *Les collectivités territoriales françaises dans le processus d'intégration européenne : recherche sur la notion d'Etat membre décentralisé de l'Union européenne*, Besançon, 2010
7. P. DUMAS, *L'accès des ressortissants des pays tiers au territoire des états membres de l'Union européenne*, Rouen, 2010
8. D. GOBERT, *La régulation des professions libérales par le droit de l'Union européenne*, Amiens, 2011
9. F. DUPRET, *L'appréhension du statut du migrant économique, ressortissant d'Etats tiers, par l'Union européenne*, Montpellier, 2012
10. S. PAYET, *Le droit à une protection juridictionnelle effective en droit de l'Union européenne*, La Réunion, 2012
11. S. ADALID, *La BCE et l'Eurosystème : exemple d'intégration verticale*, Lyon 3, 2012
12. L. LEBON, *La territorialité et l'Union européenne – Approches de droit public*, Bordeaux IV, 2013
13. T. MASCOLO GIL, *La place des droits de l'homme dans le Mercosur à la lumière de l'expérience européenne, Les enjeux au regard du système interaméricain de protection des droits de l'homme*, Strasbourg, 2013
14. S. LE GOAS, *L'indépendance de la Cour de justice de l'Union européenne*, Nantes, 2014
15. V. RUZEK, *Communautarisation et mondialisation du droit de propriété intellectuelle*, Rennes, 2014
16. E. SALABERT, *La France et la construction européenne : de la souveraineté à la subsidiarité Vers un changement de paradigme ?* Lille 2, 2014
17. A. JAUREGUIBERRY, *La situation purement interne*, Bordeaux IV, 2015
18. S. TOUTAIN, *La place de l'individu dans l'édification de l'Union européenne, Réflexions sur la mise en cohérence d'un système juridique élargi*, Paris 13, 2015

19. N. CARIAT, *La Charte des droits fondamentaux et l'équilibre constitutionnel entre l'Union européenne et les États membres*, Univ. Catholique Louvain, 2015
20. E. DANIEL, *La politique opérationnelle de l'Union européenne dans le cadre de la PESC : Singularités et cohérences*, Paris I, 2016
21. A.G. WAKANA, *La place du droit international dans l'ordre juridique de l'Union européenne : quel rôle du juge communautaire ?*, Univ. Libre de Bruxelles, 2016
22. S. BATISTA, *La protection des droits de l'enfant dans l'action extérieure de l'Union européenne*, Rouen, 2018

Jurys de soutenance de thèse, en qualité de membre

1. E. CHEVALIER, *Bonne administration et Union Européenne : contribution à l'étude de l'espace administratif européen*, Limoges, 2010
2. S. KOUASSI, *Recherches sur la notion de service d'intérêt économique général*, Paris 13, 2017

Jurys de soutenance HDR ; en qualité de rapporteur

1. H. MUSCAT, Rennes 1, 2005
2. H. PONGERARD-PAYET, La Réunion, 2007
3. B. LE BAUT-FERRARESE, Lyon III, 2011
4. F. LAFARGE, Strasbourg, 2013
5. Ch. GUILLARD, Tours, 2014

Jurys de soutenance HDR ; en qualité de membre

1. A. GESLIN, Grenoble 2, 2005
2. Ph. LAGRANGE, Rouen 2007

ORGANISATION COLLOQUES, CONFERENCES, JOURNEES D'ETUDE

Manifestations dont les actes ont été publiés

- *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union face à l'impératif de cohérence*, Colloque Strasbourg (2007), Presses Universitaires de Strasbourg
- *Procédures d'insolvabilité, aides publiques et droit de la concurrence*, en collaboration avec le Centre de droit de l'entreprise, Strasbourg (2007), Les petites affiches, n° spécial, juin 2008, n° 117
- *1992-2012 : 20 ans de marché intérieur : le marché intérieur entre mythe et réalité*, Aix-Marseille Université (2012), Bruylant, 2013
- *La responsabilité des organisations internationales* (en collaboration avec Pierre Klein et Yann Kerbrat), Aix-Marseille Université (2012), Rev. Belge de droit international, 2013-1
- *Vers un principe d'intégration sociale de la personne en droit de l'Union européenne ?*, Aix-Marseille Université (2013), Revue des Affaires européennes, 2013/4

- *L'identité à la croisée des Etats et de l'Europe : quels sens ? quelles fonctions ?*; Aix en Provence, 2013, en collaboration avec A. Levade, R. Mehdi, M. Stefanini, Bruxelles, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, 2015

Manifestations n'ayant pas donné lieu à publication

- *Le principe de reconnaissance mutuelle*, Journée d'études, Strasbourg, 2008
- *La diffusion du modèle communautaire*, Journée d'études, Strasbourg, 2008
- *Administrations et libertés sous influences européennes : le rôle du Médiateur* – en collaboration avec P. Wachsmann et sous le patronage du Médiateur de la République, Jean Paul Delevoye, Colloque Strasbourg, 2009
- *Le multilatéralisme en crise ? & Table ronde sur le TTIP*, en collaboration avec J.F Marchi ; H. Tigroudja, Aix-Marseille Université, 2015
- *Irregularity & EU Migration Policy : Defending Rights in Climate of Deterrence*, co-organisation avec PICUM et European Migration Law, Bruxelles, 2017
- *Droit de l'UE et Migrants sans papiers, Stratégie visant à mettre fin à la détention des mineurs migrants*, co-organisation avec PICUM et European Migration Law, Bruxelles, 2018

ACTIVITES EDITORIALES

Co-fondatrice de la revue European Papers, revue en ligne <http://europeanpapers.eu/fr>

Co-directrice de la collection « Travaux de droit international et européen », avec Y. Kerbrat, Bruylant

Co-responsable des rubriques « Ordre juridique de l'Union européenne » ; « Système juridictionnel de l'Union européenne » et « Espace de liberté, de sécurité et de justice », revue Europe, Lexis-Nexis

Membre du Comité scientifique, Les annales de droit, dep. 2007

Membre du Comité scientifique, Revue du Droit de l'Union Européenne, dep. 2016

EXPERTISE (organismes nationaux ou internationaux)

Évaluatrice de candidatures FNRS (Belgique)

DIFFUSION DU SAVOIR (VULGARISATION), RESPONSABILITES ET ACTIVITES AU SEIN DES SOCIETES SAVANTES OU ASSOCIATIONS

Membre du Conseil d'Administration de la CECECE

Membre de l'International Law Association – Branche française

Membre du bureau de l'Association des Juristes Européens – Provence

PARTICIPATION A UN RESEAU DE RECHERCHE, INVITATIONS DANS DES UNIVERSITES ETRANGERES...

Participation au réseau de recherche de l'Institut de Droit Européen des Universités de Fribourg, Berne et Neuchâtel (2005/2010)

Participation écrite, programme de recherche - mission de recherche « Droit et justice » sur L'influence du droit européen sur les catégories juridiques du droit public français », Dir. J.B. Auby (Chaire Mutations de l'Action Publique et du Droit Public, Sciences Po, Paris ; annexe des publications, pub 13).

CONTRATS DE RECHERCHE

Obtention et gestion du projet ANR « interactions normatives européennes », Strasbourg, 2006

RESPONSABILITES COLLECTIVES

Responsabilités administratives

Directrice de l'Ecole Doctorale 101, Université de Strasbourg (2007-2010)

Présidente de la Section de droit public, Aix-Marseille Université, FDSP, 2014/...

Assesseur aux Masters, Aix-Marseille Université (2013/14)

Direction de structures de recherche

Directrice du Centre d'Études Internationales et Européennes, E.A, Université de Strasbourg (2006-2010)

Participation aux conseils centraux

Membre du Conseil scientifique de l'Université Robert Schuman (2006-2010)

Participations à des instances nationales

Première Vice-présidente de la section 02 du CNU – 2015/...

Membre suppléant élu du CNU, section 02, 2011/2015

Jury de concours

ENA

Membre du jury, questions européennes, troisième concours (2017 & 2016)

Membre du jury, questions européennes, concours externe (2015)

Assesseur du Président, concours externe, concours interne, troisième concours (2009)

Membre du jury, questions européennes, troisième concours (2008)

Membre du jury, questions européennes, concours interne (2007)

Membre du jury, questions européennes, épreuve de classement (2006)

Ecole des Officiers de la Gendarmerie nationale : Epreuve écrite de droit communautaire (1998/2003)

Ecole de formation du Barreau, Paris, 2002/2006

Responsabilités exercées dans les agences nationales (HCERES, ANR, ...)

Expertise pour l'HCERES et le FNRS

Autres

Défenseur des Droits (antérieurement Médiateur de la République) : Déléguée thématique pour les questions européennes (2006/2016)

Annexes Liste classée des publications

Ouvrages

Ouvrages individuels

1. Recherches sur les compétences de la Communauté européenne, (thèse), Editions L'Harmattan, Collection Logiques juridiques, 2003, 704 p.
2. 1992-2012 : 20 ans de marché intérieur Le marché intérieur entre réalité et utopie, Bruylant, 2014, 194 p

Ouvrages collectifs

3. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe, analyses et commentaires, V. Constantinesco ; Y. Gautier ; V. Michel (dir.) Presses universitaires de Strasbourg, 2005, 441 p.
4. Le droit, les institutions et les politiques de l'Union face à l'impératif de cohérence, Presses universitaires de Strasbourg, 2009, 436 p.
5. L'identité à la croisée des Etats et de l'Europe : quels sens ? quelles fonctions ?; A. Levade, R. Mehdi, V. Michel, M. Stefanin (dir.), Bruylant, Coll. A la croisée des droits, 2015, 394 p.

Contribution à des ouvrages collectifs

6. L'évocation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne par les Conventionnels, in Le juge français aux prises avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union, L. Burgorgue-Larsen (dir), Bruxelles, Bruylant, 2005
7. Constitution, dans Le traité établissant une Constitution pour l'Europe, analyses et commentaires, co-écrit A. Bouveresse, V. Constantinesco ; Y. Gautier ; V. Michel (dir), Presses universitaires de Strasbourg, 2005, pp. 31-60.

8. Compétences, dans *Le traité établissant une Constitution pour l'Europe, analyses et commentaires*, co-écrit J.P. de la Rica, V. Constantinesco ; Y. Gautier ; V. Michel (dir), Presses universitaires de Strasbourg, 2005, pp. 281-310.
9. Article 13 – domaines de compétences exclusives, dans *Traité établissant une Constitution pour l'Europe, Vol. I, Architecture constitutionnelle de l'Union européenne, Commentaire article par article*, L. Burgorgue Larsen, A. Levade, F Picod (dir), Ed Bruylant, 2007, pp. 211-224
10. Article 17 – domaine d'actions d'appui, de coordination ou de complément, dans *Traité établissant une Constitution pour l'Europe, Vol. I, Architecture constitutionnelle de l'Union européenne, Commentaire article par article*, L. Burgorgue Larsen, A. Levade, F Picod (dir), Ed Bruylant, 2007, pp. 254-264
11. Protocole 2 sur l'application du principe de subsidiarité et de proportionnalité, dans *Traité établissant une Constitution pour l'Europe, Vol. I, Architecture constitutionnelle de l'Union européenne, Commentaire article par article*, L. Burgorgue Larsen, A. Levade, F Picod (dir), Ed Bruylant, 2007, pp. 895-914
12. Les libertés et droits fondamentaux dans l'Union européenne, dans *Les libertés et droits fondamentaux*, R. Cabrillac ; M.A. Frison Roche ; T. Revet (dir), Ed. Dalloz, (réactualisation annuelle, jusqu'en 2015)
13. Le principe de subsidiarité, in *L'influence du droit européen sur les catégories juridiques du droit public français*, J.B. Auby (dir.), Dalloz, 2010
14. Les objectifs de la politique extérieure de l'Union européenne, in *Union européenne et droit international*, M. Benlolo-Carabot, U. Candas, E. Cujo (dir.), Pedone, 2012, pp. 35-52
15. Directive 2005/36/EC on the recognition of professional qualifications, in *International and European Labour Law: A Commentary*, E. Ales ; M. Bell ; O. Deinert ; S. Robin-Olivier (dir) ; Nomos Verlagsges, 2018, pp. 713-783

Contributions dans des colloques

Contributions publiées

16. Les mots constitutionnels – catégories de compétences, in *Les mots de la Constitution européenne, Dit et non dit dans le projet de la Convention*, PUF, 2005, pp. 135-160.
17. Institutions et compétences : rapport introductif, in *Le traité de Lisbonne : que reste t-il de la réforme ?*, Annuaire de droit européen 2006/IV, pp. 81-100.
18. Analyse des dispositions relatives aux compétences de l'Union européenne, Table ronde autour de la décision du Conseil Constitutionnel du 19 novembre 2004 – traité établissant une Constitution pour l'Europe, Annuaire de droit européen 2006/IV, pp. 301-324.
19. L'Union économique et monétaire ; approfondissement de la constitution économique communautaire, in Th. Georgopoulos, O. Debarge, O. Rabaey (dir.), *La constitution économique de l'Union Européenne*, Bruylant, 2008, pp. 201-219.
20. Procédures d'insolvabilité et aides d'Etat : la pratique de la Commission, in *Procédures d'insolvabilité, aides publiques et droit de la concurrence*, Les petites affiches, numéro spécial, juin 2008, n° 117, p.41
21. L'exercice en commun des compétences du point de vue des institutions, in E. Neframi (dir), *Le « commun » dans l'Union européenne*, Bruylant 2009, pp. 153-178.
22. Indépendance et impartialité du juge communautaire, in H. Ruiz Fabri, J.M Sorel (dir), *Indépendance et impartialité des juridictions internationales*, Pedone, 2010, pp. 9-30.

23. Les actes annexés : une méthode, in S. Barbou des Places (dir), Aux marges des Traités : protocoles et déclarations annexés aux traités européens, Bruylant 2011, pp. 95-114.
24. Le législateur européen et l'entrave, in L. Azoulay (dir), L'entrave dans le droit du marché intérieur, Bruylant 2011, pp. 283-301.
25. Le champ d'application de la directive service : entre cohérence et régression, in Ch. Ferrari-Breuer (dir), La directive services en principe(s) et en pratique, Bruylant, 2011, pp. 47-59.
26. Objectifs à caractère transversal, in E. Neframi (dir), Objectifs et compétences dans l'Union européenne, Bruylant 2012, pp. 177-210.
27. L'exigence de préservation de l'autonomie de l'ordre juridique de l'Union européenne dans l'adhésion à la CEDH, in C. Picheral, L. Coutron (dir), Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et CEDH, Bruylant, 2012,
28. Les faits économiques en libre circulation des marchandises, in Ph. Maddalon (dir), Les utilisations des faits économiques en droit de l'Union européenne, Pedone, 2013, pp. 31-41.
29. La motivation des sanctions selon le droit de l'Union européenne, Les sanctions en droit contemporain, Vol. 2, in C. Chainais, D. Fenouillet, G. Guerlin (dir), La motivation des sanctions prononcées en justice : nouvelles tendances, nouveaux enjeux, Dalloz 2013,
30. La coopération policière et le droit de poursuite in Cl. Blumann (dir), Les frontières de l'Union européenne, Bruylant, 2013, pp. 55-74.
31. Le protectionnisme étatique licite vu au travers des exceptions au droit du marché intérieur, in S. Barbou des Places (dir.), Protectionnisme et Union européenne, Pedone, 2014, pp. 65-99 ;
32. Contrôle de proportionnalité et balance des intérêts – Variations du contrôle selon les intérêts invoqués, in E. Neframi (dir), La marge d'appréciation du juge national dans le cadre du renvoi préjudiciel : dialogue des juges et balance des intérêts, Bruylant, 2015, pp. 209-226.
33. Quelles catégories pour le marché intérieur, in B. Bertrand (dir), Les catégories juridiques en droit de l'Union européenne, Bruylant, 2016, pp. 211-233.
34. Droit public financier et droit de l'Union européenne intervention in Les finances publiques quelle place pour demain ?, Revue Gestion et finances publiques, n° 2016/1
35. Etablissement de santé, finances et droit de l'Union européenne, in Etablissement de santé et moyens financiers: la satisfaction de l'intérêt général à la mesure de son coût, Les cahiers de droit de la santé, n° 22, 2016
36. Conclusion, in J. Auvret Fink, La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne, Pedone, 2018, pp. 415-418.
37. Union européenne, in Citoyen et administration, 40 ans d'évolution, Annuaire européen d'administration publique 2017, PUAM 2019,

Contributions en cours de publication

38. Compétences externes et principe d'attribution, in Neframi (dir), L'ordre juridique de l'Union européenne sous l'angle de son action extérieure, Bruylant
39. Le rôle des tiers devant la CJUE, in H. Muscat (dir), Le(s) rôle(s) des tiers dans la procédure administrative contentieuse, Presses Universitaires de Rennes

40. Initiative citoyenne et limites des compétences de l'Union européenne, in É Dubout ; F. Martucci, F. Picod (dir), L'initiative citoyenne européenne Approche juridique et politique, colloque sept. 2018
41. L'unité de l'Europe, In M. Doat, J. Rios (dir), Quelle unité de l'État dans un système juridique pluriel, colloque sept. 2018,

Contributions non publiées

42. L'influence du droit communautaire sur les libertés, in Administrations et libertés sous influences européennes : le rôle du médiateur, Strasbourg, 2009
43. Responsabilité de l'organisation ou des Etats membres ? Dans quelle mesure les principes dégagés par la Cour européenne des droits de l'homme en ce qui concerne la responsabilité des Etats membres en relation avec des actions de l'Union européenne peuvent-ils être généralisés ?, in la responsabilité des organisations internationales, table ronde, Aix Marseille Univ., 2012
44. Les fonctions de l'identité dans le cadre de l'Union européenne, in L'identité à la croisée des Etats et des Europes : quels sens ? quelles fonctions ? en collaboration avec A. Magnier, Aix-Marseille Université, 2013
45. Le travailleur, in La notion de personne en droit de l'Union européenne, université catholique de Lyon, 2014
46. Marché intérieur et protection de la santé : laboratoire pour les justifications aux restrictions aux échanges, in Droit européen et protection de la santé : bilan et perspectives, Aix-Marseille Université, 2014
47. Le recours au droit comparé par le juge de l'UE : une stratégie au service des intérêts de la Cour, Congrès Juris Diversitas, Aix-Marseille Université, 2014
48. La concurrence entre juges européens sous l'angle du marché intérieur, colloque Tours, 2015
49. Les attentes pour le marché intérieur, in La fabrication du droit de l'Union européenne dans le contexte du mieux légiférer : du modèle à la réalité, Aix-Marseille Université, 2016
50. La sécurité en droit de l'Union européenne, une notion polymorphe, in La sécurité en droit public, Aix-Marseille Université, 2017
51. Les exceptions à la libre circulation dans le marché intérieur, in G. Marti, E. Carpano (dir), L'exception en droit de l'Union européenne, Lyon III, 2017
52. Les standards juridiques de la Cour européenne des droits de l'homme et de la CJUE en matière de détention de migrants mineurs, in Stratégie visant à mettre fin à la détention de mineurs migrants, PICUM-European Migration Law, Bruxelles, 2018

Contributions dans des Mélanges

53. La difficile formalisation des compétences : L'exemple des politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration », in L'Union européenne, Union de droit, union des droits, Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Manin, Pedone, 2010, pp. 491-510
54. Brèves observations sur une méthode d'élaboration du droit communautaire, in Mélanges en l'honneur de Jean Paul Jacqué, Dalloz, 2010, pp.499-509
55. Brèves réflexions sur la citoyenneté européenne, in Europe(s), Droit(s) européen(s), Liber amicorum en l'honneur du Professeur Vlad Constantinesco, Bruylant 2015, pp. 399-411

56. Marché intérieur et politiques de l'Union, brèves réflexions sur une quête d'unité, in L'identité du droit de l'Union européenne, Mélanges en l'honneur de Claude Blumann, Bruylant, 2015, 229-243

Articles de revues, Encyclopédies

57. Compétences européennes, Encyclopédie Dalloz, Droit communautaire, en collaboration avec V. Constantinesco, refonte, 2011
58. 2004 : Le défi de la répartition des compétences, Cahier de droit européen, 2003, n° 1-2, p. 17
59. Convention européenne des droits de l'Homme et Charte de droits fondamentaux de l'Union : Entre mythe ancien et conte moderne - Interrogations à propos des arrêts Christine Goodwin c. Royaume Uni et I c. Royaume-Uni, Les Petites Affiches, 24 juin 2003, n° 125
60. Fonction de juger, réciprocité et Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, Revue trimestrielle des droits de l'homme, 2003, n° 56
61. La politique de la santé : quelles compétences de la Communauté européenne ? , Revue des Affaires européennes, 2003/2004, n° 2
62. Constitution européenne, Encyclopédie Dalloz, Droit communautaire, 2006
63. Droits de l'homme, Encyclopédie Dalloz, Droit communautaire, 2007
64. Les actes annexés au traité, Jurisclasseur Europe, fasc. 150, refonte 2010
65. L'ordre juridique étatique : un ordre juridique concurrencé ? La question du principe de reconnaissance mutuelle, Annuaire de droit européen, 2004/2, pp. 31-50.
66. Droit pénal communautaire : le dragon aux pieds d'argile terrassé ? CJCE, 13 septembre 2005, Commission contre Conseil, aff. C-176/03, Les Petites Affiches, 20 avril 2006, n° 79, p.4
67. La dimension externe de la protection des données à caractère personnel : acquiescement, perplexité et frustration, note sous l'arrêt su 30 mai 2006, Parlement européen contre Conseil, aff. jtes C-317 et 318/04, RTDEur, 3/2006, p.535
68. Les compétences externes implicites : continuité jurisprudentielle et clarification méthodologique, Europe, 2006, n° 10, p. 4
69. Le droit de participer à la vie politique communautaire ; droit substantiel du citoyen européen ?; Annuaire de droit européen, Vol III, 2005, p. 103, pp. 103-118.
70. Le triangle institutionnel, La gazette du Palais, Gazette Européenne, n° 39, p. 5
71. Les compétences : les mots et les choses, Europe, juillet 2008, p. 43
72. Brèves observations sur l'application des principes de sécurité juridique et de confiance légitime, La Gazette du Palais, Gazette européenne, n° 42-43, 2009, p.43
73. L'autonomie du droit de l'Union européenne au regard de la jurisprudence récente de la Cour de justice, Les petites affiches, n° 22, février 2010
74. Le Traité de Lisbonne, Encyclopédie Dalloz, Droit communautaire, 2010
75. La directive 2011/24 UE relative à l'application des droits de santé des patients en matière de soins de santé transfrontaliers : progrès pour la santé ou pour le marché ? *Europe*, Oct. 2011, Etude 9 (en collaboration avec L. Driguez)
76. Entre logique économique et sanitaire : la conception des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, *RAE*, 2011
77. Recours en manquement, Encyclopédie Dalloz, Droit communautaire, 2012
78. Fonction publique nationale et droit de l'Union européenne, JCP A, juillet 2013, 2217

79. Les justifications dans la directive service, Annuaire de droit de l'Union européenne 2017, parution 2019
80. La crise des devoirs de l'État membre, in Chronique de droit de l'Union européenne, S. Barbou des Places (dir), AFDI, 2015, pp. 470-479

Coordination de dossiers thématiques

81. *Procédures d'insolvabilité, aides publiques et droit de la concurrence*, en collaboration M. Storck, Les petites affiches, numéro spécial, juin 2008, n° 117
82. *La responsabilité des organisations internationales* (en collab P Klein, Y Kerbrat), Rev. Belge de droit international, 2013-1
83. *Vers un principe d'intégration sociale de la personne en droit de l'Union européenne?*, Revue des Affaires européennes, 2013/4
84. *L'Europe, terre d'accueil ou forteresse lézardée*, coordination Dossier spécial Europe, Mars 2016

Organisation colloques, conférences, journées d'étude

Les divers colloques organisés ayant fait l'objet d'une publication sont mentionnés dans :

- la rubrique ouvrage individuel (*1992-2012 : 20 ans de marché intérieur Le marché intérieur entre réalité et utopie*, Bruylant, 2014) ou ouvrages collectifs (*Le traité établissant une Constitution pour l'Europe, analyses et commentaires*, V. Constantinesco ; Y. Gautier ; V. Michel (dir.) Presses universitaires de Strasbourg, 2005 ; *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union face à l'impératif de cohérence*, Presses universitaires de Strasbourg, 2009 ; *L'identité à la croisée des Etats et de l'Europe : quels sens ? quelles fonctions ?*; A. Levade, R. Mehdi, V. Michel, M. Stefanin (dir.), Bruylant, Coll. A la croisée des droits, 2015)

- la rubrique portant sur les contributions à des revues – coordination de dossier thématique (*Procédures d'insolvabilité, aides publiques et droit de la concurrence*, en collaboration avec le Centre de droit de l'entreprise, Les petites affiches, numéro spécial, juin 2008, n° 117 ; *La responsabilité des organisations internationales*- en collab avec P Klein et Y Kerbrat, Rev. Belge de droit international, 2013-1; « *Vers un principe d'intégration sociale de la personne en droit de l'Union européenne ?*, Revue des Affaires européennes, 2013/4)

S'y ajoutent des colloque ou journées d'études n'ayant pas donné lieu à publication :

85. *Le principe de reconnaissance mutuelle*, Journée d'études Strasbourg, 2008
86. *La diffusion du modèle communautaire*, Journée d'études Strasbourg 2008
87. *Administrations et libertés sous influences européennes : le rôle du Médiateur* – en collaboration avec P. Wachsmann et sous le patronage du Médiateur de la République, Jean Paul Delevoye, Colloque Strasbourg, 2009
88. *Le multilatéralisme en crise ? & Table ronde sur le TTIP*, en collaboration avec J.F Marchi ; H. Tigroudja, Aix-Marseille Université,. 2015

89. *Irregularity & EU Migration Policy : Defending Rights in Climate of Deterrence*, Bruxelles, 1&2 juin 2017

Commentaires de jurisprudence :

European Papers

90. De la délicate interprétation du Système Dublin, note sous CJUE, 26 juill. 2017, Aff. C-646/16, Jafari, *European Papers*, Vol. 3, *European Forum, Insights*, 25 fév. 2018, pp. 419-432. <http://www.europeanpapers.eu/fr/europeanforum/delicate-interpretation-du-systeme-dublin>

Revue du droit de l'Union européenne

91. Des suites de l'arrêt « *Aranyosi et Căldăraru* », note sous CJUE, 25 juillet 2018, LM, aff. C-216/18 PPU et CJUE, 25 juillet 2018, ML, aff. C-220/18 PPU, RDUE, 4/2018, pp. 276-290

Revue Europe

Focus

92. D'une ordonnance de la Cour d'appel de Paris incitant à envisager avec bienveillance la justice prédictive et l'intelligence artificielle, (Cour d'Appel de Paris, du 9 février 2018, req. 18/00560), *Europe*, Avr. 2018, pp. 1-2.

Notes de jurisprudence

Les notes de jurisprudence effectuées dans la *Revue Europe* comportent, selon l'importance des arrêts, 3000 signes maximum ; 5000 signes maximum ; 12 000 signes maximum.

Ne sont pas mentionnés « à noter également » de 700 signes maximum (100 environ)

93. Les activités de sécurité privée relèvent des libertés de circulation, CJCE, 13 déc 2007, *Commission c/ Italie*, aff. C- 465/05, *Europe*, février 2008
94. Impôt sur les successions et situation du bien imposé, CJCE, 17 janv. 2008, C-256/06, *Théodor Jäger c/ Finanzamt Kusel-Landstuhl*, *Europe*, mars 2008
95. Harmonisation des produits cosmétiques et information sur le produit, CJCE, 24 jan. 2008, C-257/06, *Roby Profumi Srl c/ Commune di Parma*, *Europe*, mars 2008
96. Taxe excessive imposée à l'opérateur historique, CJCE, 21 fév. 2008, aff. C-296/06, *Telecom Italia SpA*, *Europe*, avril 2008
97. Les chars contribuent à la protection des secrets d'affaires, CJCE, 14 fév. 2008, *Varec c/ Etat Belge*, aff. C-450/06, *Europe*, Avril 2008
98. Marquage de conformité et libre circulation des marchandises, CJCE, 13 mars 2008, aff. C-227/06, *Commission c/ Belgique*, *Europe*, mai 2008
99. Variations autour des régimes de responsabilité de la Communauté, TPI, 11 mars 2008, aff. T-301/05, *Guigard c/ Commission*, *Europe*, mai 2008

100. Immatriculation des véhicules et lutte contre la criminalité ; CJCE, 24 avr. 2008, aff. C-286/07, Commission c/ Luxembourg, Europe, juin 2008
101. Vitres teintées et libre circulation des marchandises : protection de l'ordre public ou lutte contre la criminalité ?, CJCE, 10 avr. 2008, aff. C-265/06, Commission contre Portugal, Europe, juin 2008
102. Entre orthodoxie bienvenue et manque d'audace regrettable : de la recevabilité du recours contre un avis, TPI, 17 juin 2008, aff. T-312/06, FMC Chemical SPRL contre Autorité européenne de sécurité des aliments ; TPI, 17 juin 2008, aff. T-397/06, Dow AgroSciences Ltd contre Autorité européenne de sécurité des aliments ; TPI, 17 juin 2008, aff. T-311/06, FMC Chemical SPRL & Arysta Lifesciences contre Autorité européenne de sécurité des aliments, Europe, Aout-Septembre 2008
103. Idiotentest, obtention du permis de conduire et « tourisme du permis de conduire »: conciliation de la reconnaissance mutuelle et de la sécurité routière, CJCE, 26 juin 2008, aff. jtes. C-329/06 et C-343/06, Arthur Wiedemann et Peter Funch ; CJCE, 26 juin 2008, aff. jtes. C-334 à 336/06, Mathias Zerche, Manfred Seuke et Steffen Schubert ; Europe, Aout-septembre 2008
104. Sécurité juridique et responsabilité de la Communauté, TPI, 26 juin 2008, aff. T-94/98, Alfonsius Alferink contre Commission, Europe, Août-septembre 2008
105. Séjour irrégulier et interdiction ultérieure de sortie du territoire : comment concilier liberté de circulation et protection de l'ordre public ? , CJCE, 10 juil. 2008, aff. C-33/07, Gheorghe Jipa, Europe, octobre 2008
106. Etalage de mauvaises pratiques : des indécitesses supposées d'Eurostat aux indécitesses avérées de l'OLAF et de la Commission, TPI, 8 juil. 2008, aff. T-48/05, Franchet et Byk contre Commission, Europe, octobre 2008
107. Nouvelle violation du principe de confidentialité : de la mise en cause du Médiateur européen, TPI, 24 sept. 2008, M. contre Médiateur européen, aff. T-412/05, Europe, novembre 2008
108. Réexamen de droits compensateurs et conformité au droit de l'OMC, TPI, 24 sept. 2008, aff. T-45/06, Reliance Industries Ltd contre Conseil et Commission, Europe, Novembre 2008
109. Apurement des comptes FEOGA : le cas des tournières viticoles, TPI, 10 sept. 2008, France contre Commission, aff. T-370/05, Europe, Novembre 2008
110. Rappel des obligations probatoires de la Commission, CJCE, 11 sept. 2008, Commission contre Grèce ; aff- C-305/06, Europe novembre 2008
111. Les conditions d'application du droit communautaire permettent à la Cour d'éluder la jurisprudence Mangold, CJCE, 23 sept. 2008, Birgit Bartsch contre Bosch und Siemens Hausgeräte Altersfürsorge GmbH, aff. C-427/06, Europe novembre 2008
112. Compétence exclusive des juridictions nationales pour juger de l'inviolabilité d'un député européen, CJCE, 21 oct. 2008, aff. jtes. C-200/07 et 201/07, Alfonso Luigi Marra contre Eduardo De Gregorio et Antonio Clemente, Europe, décembre 2008
113. Notions de diplôme et de profession réglementée, CJCE, 16 oct. 2008, aff. C-136/07, Commission contre Espagne, Europe, décembre 2008
114. Contrôle des décisions de levée d'immunité, TPI, 15 oct. 2008, aff. T-345/05, Ashley Neil Mote contre Parlement européen, Europe, décembre 2008
115. La course au permis de conduire : nouvel épisode de l'idiotentest, CJCE, 20 nov. 2008, aff. C-1/07, Frank Weber, Europe, janvier 2009

116. De l'inexécution navrante d'un arrêt préjudiciel : l'art de contraindre la Cour à rappeler des évidences quant au constat du manquement, CJCE, 20 nov. 2008, aff. C-94/08, Commission contre Espagne, Europe, janvier 2009
117. Retour confirmé de la double base juridique, CJCE, 6 nov. 2008, aff. C-155/07, Parlement c/ Conseil, Europe, janvier 2009
118. Rappel des pouvoirs du juge communautaire, TPI, ord. 3 nov. 2008, aff. T-196/08, Devrajan Srinivasan, Europe, janvier 2009
119. Responsabilité extracontractuelle de la Communauté, action de in rem verso et negotiorum gestion, CJCE, 16 déc. 2008, aff. C-47/07P, Masdar (UK) Ltd c/ Commission, Europe, février 2009
120. Salubrité du Berlaymont et unification des régimes de responsabilité, TPICE, 10 déc. 2008, Aff. T-57/99, Nardone c/ Commission, Europe, février 2009
121. Obligation de sanction des comportements illicites au regard du droit communautaire, CJCE, 22 déc. 2008, aff. C-189/07, Commission c/ Espagne, Europe, février 2009
122. Détention de parts en usufruit et qualité de société mère, CJCE, 22 déc. 2008, aff. C-48/07, Les Vergers du Vieux Tauves SA, Europe, février 2009
123. Prime à l'investissement et discrimination, CJCE, 4 déc. 2008, aff. C-330/07, Jobra, Europe, février 2009
124. Produit nouveau et autorisation de mise sur le marché, CJCE, 15 janv. 2009, aff. C-383/07, M-K Europa GmbH & Co. KG, Europe, mars 2009
125. Répartition des compétences et coopération loyale dans la définition d'actions au sein d'organisations internationales dont la Communauté n'est pas membre, CJCE, 12 fév. 2009, aff. C-45/07, Commission c. Grèce, Europe, avril 2009
126. Idiotentest : un nouveau cas de figure, CJCE, 19 fév. 2009, aff. C-321/07, Karl Schwarz, Europe, avril 2009
127. Filets maillants dérivants : condamnation de la thonaille , CJCE, 5 mars 2009, aff. C-556/07, Commission c/ France ; CJCE, 5 mars 2009, aff. C-479/07, France c/ Conseil, Europe, mai 2009
128. Défense et promotion des langues nationales officielles, CJCE, 5 mars 2009, aff. C-222/07, UTECA, Europe, mai 2009
129. Petite brasserie indépendante et droits d'accises, CJCE, 2 avr. 2009, aff. C-83/08, Glückauf Brauerei GmbH ; Europe, juin 2009
130. Modalités d'interprétation et de transposition d'une directive, CJCE, 23 avr. 2009, aff. jtes. C-261/07 et C-299/07, VTB-VAB NV et BVBA, Europe, juin 2009
131. De l'importance du lien de causalité en droit de la responsabilité, CJCE, 30 avr. 2009, aff. C-497/06P, CAS Succhi di Frutta SpA c/ Commission, Europe, juin 2009
132. Efficacité des contrôles vétérinaires, CJCE, 23 avr. 2009, Commission c/ Grèce, Europe, juin 2009
133. Partition de Chypre et champ d'application du droit communautaire, CJCE, 28 avr. 2009, aff. C-420/07, Apostolides, Europe, juin 2009
134. L'épouvantail du tout marché est écarté et la santé publique valorisée, CJCE, 19 mai 2009, aff. jtes. C-171/07 et 172/07, Apothekerkammer des Saarlandes e.a. ; CJCE, 19 mai 2009, aff. C-531/06, Commission c/ Italie, Europe, juillet 2009
135. Prestation de services et obligations bancaires des médecins, CJCE, 25 juin 2009, aff. C-356/08, Commission c/ Autriche, Europe, août-sept. 2009

136. Antidumping, CJCE, 4 juin 2009, aff. C-158/08, Prometon SpA (avec M. Meister), Europe, août-sept. 2009
137. Clauses abusives, CJCE, 4 juin 2009, aff. C-243/08, Pannon GSM Zrt (avec M. Meister), Europe, août-sept. 2009
138. Produits défectueux, CJCE, 4 juin 2009, aff. C-285/08, Moteurs Leroy Sommer, (avec M. Meister), Europe, août-sept. 2009
139. Assurance et domiciliation des prestataires de services, CJCE, 11 juin 2009, aff. C-564/07, Commission c/ Autriche, Europe, août-sept. 2009
140. Droit transitoire et statut contentieux de l'Etat pré-membre, TPI, 10 juin 2009, aff. T-257/04 Pologne c/ Commission ; TPI, ord. 10 juin 2009, aff. T-258/04 Pologne c/ Commission, Europe, août-sept. 2009
141. La Cour arbitre le conflit de valeurs entre la libre circulation des OGM autorisés et la défense de valeurs éthiques et religieuses, CJCE, 16 juil. 2009, aff. C-165/08, Commission c/ Pologne, Europe, oct. 2009
142. Systématique des voies de droit, CJCE, 2 juil. 2009, aff. C-343/07, Bavaria NV, Bavaria Italiana Srl, Europe, octobre. 2009
143. Retour confirmé de la double base juridique, CJCE, 3 sept. 2009, aff. C-166/07, Parlement c/ Conseil, Europe, novembre 2009
144. Base juridique et transfert de déchets, CJCE, 8 sept. 2009, aff. C-411/06, Commission c/ Parlement, Europe, novembre 2009
145. Pérennité de la responsabilité pour faute et renonciation à la responsabilité sans faute, TPI, 16 sept. 2009, aff. T-162/07, Pigasos c/ Commission, Europe, novembre 2009
146. Des rôles respectifs de la Commission et des Etats dans la limitation des gaz à effet de serre, TPI, 23 sept. 2009, aff. T-183/07, Pologne contre Commission & TPI, 23 septembre 2009, aff. T-263/07, Estonie contre Commission, Europe, novembre 2009
147. Fiscalité des gains de loteries, CJCE, 6 oct. 2009, aff. C-153/08, Commission c/ Espagne, Europe, novembre 2009
148. Intégration mesurée des personnes handicapées, CJCE, 1er oct. 2009, aff. C-103/08, Arthur Gottwald, Europe, décembre 2009
149. Mandat d'arrêt et citoyenneté européenne, CJCE, 6 oct. 2009, aff. C-123/08, Dominic Wolzenburg, Europe, décembre 2009
150. L'obligation de motivation s'applique à tout acte produisant des effets juridiques quelle que soit leur dénomination, CJCE, 1er oct. 2009, aff. C-370/07, Commission c/ Conseil, Europe, décembre 2009
151. Droits de la défense et procédure administrative complexe, TPI, 10 déc. 2009, aff. T-159/07, Cofac c/ Commission ; TPI, 10 décembre 2009, aff. T-158/07, Cofac c/ Commission, Europe, février 2010
152. Droits de la défense et moyen d'ordre public, CJCE, 2 décembre 2009, aff. C-89/08 P, Commission c/ Irlande e.a., Europe, février 2010
153. De l'évaluation des projets transfrontaliers, CJCE, 10 décembre 2009, aff. C-205/08, Umweltanwalt von Kärnten c/ Kärntner Landesregierung, Europe, février 2010
154. Définition prudente de la profession réglementée, CJCE, 2017 décembre 2009, aff. C-586/08, Angelo Rubino c/ Ministero dell'Università e della Ricerca, Europe, février 2010
155. Marchés publics et principe de correction par priorité à la source, CJUE, 21 janv. 2010, aff. C-17/09, Commission contre Allemagne, Europe, mars 2010
156. Site protégé et autonomie de communale, CJUE, 14 jan. 2010, aff. C-226/08, Stadt Papenburg, Europe, mars 2010

157. Juridictions compétentes pour les mesures de recouvrement, CJUE, 14 janv. 2010, aff. C-233/08, Kyrian, Europe, mars 2010
158. Détermination de l'acte attaquant dans la procédure de communication des documents, CJUE, 26 janv. 2010, aff. C-362/08, Internationaler Hilsfonds eV contre Commission, Europe, mars 2010
159. Une convention bilatérale conclue avec un Etat tiers devenu membre de l'Union ne peut justifier une entrave à la libre prestation de services, CJUE, 21 janv. 2010, aff. C-46/07, Commission contre Allemagne, Europe, mars 2010
160. Le contentieux des bananes contribue à la définition de l'acte attaquant, Trib UE, 19 janv. 2010, aff. jtes. T-355/04 et T-446/04, Co-Frutta, Europe, mars 2010
161. Rejet d'une interprétation régressive de la jurisprudence Baumbast, CJUE, 23 fév. 2010, aff. C-480/08, Maria Teixeira c/ London Borough of Lambeth; CJUE, 23 fév. 2010, London Borough of Lambeth c/ Nimco Hassan Ibrahim, Europe, avril 2010
162. Confirmation de l'interprétation restrictive de l'accord Communauté européenne/Suisse sur la libre circulation des personnes et admission de restriction à la circulation des capitaux suisses, CJUE, 11 fév. 2010, aff. C-541/08, Fokus Invest AG, Europe, avril 2010
163. Modes alternatifs de règlement des différends, droit au juge et autonomie institutionnelle et procédurale, CJUE, 18 mars 2010, aff. C-317 à 320/08, Alassini e.a., Europe, mai 2010
164. Champ d'application et conditions de la responsabilité environnementale, CJUE, Gr. Ch. 9 mars 2010, aff. C-378/08 et ERG SpA e.a. ; CJUE, Gr. Ch. 9 mars 2010, aff. jtes. C-379 et 380/08, ERG SpA e.a., Europe, mai 2010
165. Des charmes discrets de la navigation ou de la lenteur de la Cour à appliquer sa jurisprudence, CJUE, 15 avril 2010, aff. C-433/05, Lars Sandström, Europe, juin 2010
166. Libre circulation des travailleurs : Confirmation de la jurisprudence Sahin, CJUE, 29 avril 2010, aff. C-92/07, Commission c/ Pays-Bas, Europe, juin 2010
167. Du contentieux bananes dans le cadre de la Convention de Yaoundé, CJUE, 29 avril 2010, aff. C-102/09, Camar, Europe, juin 2010
168. Relations extérieures : violation du devoir de coopération loyale, CJUE, 20 avril 2010, aff. C-246/07, Commission c/ Suède, Europe, juin 2010
169. De l'absence d'effet direct de la clause de la nation la plus favorisée, CJUE, 20 mai 2010, aff. C-160/09, Ioannis Katsivardas, Europe, juill. 2010
170. La conciliation des impératifs économiques et de la protection de la santé publique ou l'admission du maillage territorial des pharmacies espagnoles, CJUE, gde ch., 1er juin 2010, aff. jtes, José Manuel Blanco Pérez ; María del Pilar Chao Gómez, Europe, aou.-sept. 2010
171. Téléphonie mobile : harmonisation du prix des services d'itinérance, CJUE, 8 juin 2010, aff. C-58/08, Vodafone Ltd, Telefónica 02 Europe plc, T-Mobile Internationale AG, Orange Personal Communications services Ltd, Europe, aou.-sept. 2010
172. Des règles de preuve et de responsabilité peuvent compromettre l'effet utile de la directive sur les rassemblements de capitaux, CJUE, 1er juillet 2010, aff. C-35/09, Paolo Speranza, Europe, oct. 2010
173. Confirmation de l'interprétation restrictive de l'accord Communauté européenne/Suisse sur la libre circulation des personnes et admission d'une taxation différenciée, CJUE, 15 juillet 2010, aff. C-70/09, Alexander Hengartner, Rudolf Gasser, Europe, oct. 2010

174. L'attribution de contrats d'assurance vieillesse instaurés par des conventions collectives n'échappe pas aux directives marchés publics dès lors du moins qu'elles n'empêchent pas la réalisation des objectifs sociaux de ces conventions collectives, CJUE, 15 juillet 2010, aff. C-271/08, Commission c/ Allemagne, Europe, oct. 2010
175. Des comportements délictueux ne dispensent pas de l'obligation de versement des recettes au budget de l'Union, CJUE, 8 juillet 2010, aff. C-334/08, Commission c/ Italie, Europe, oct. 2010
176. Suspens quant à la compatibilité avec les libertés de circulation d'une réglementation relative aux conditions d'ouverture des pharmacies, CJUE, 1er juillet 2010, aff. C- 393/08, Emanuela Sbarigia, Europe, oct. 2010
177. Interdiction des filets tournants, CJUE, 2 sept. 2010, aff. C-453/08, Panagiotis I. Karanikolas e.a., Europe, nov. 2010
178. Statut du sous-traitant, Trib. UE, 28 sept. 2010, aff. T-247/08, C-Content BV c/ Commission, Europe, nov. 2010
179. Entre laconisme et développements substantiels : comment statuer au fond en éludant la recevabilité pour ne pas avoir à définir le statut contentieux de la Suisse, Trib. UE, 9 sept. 2010, aff. T 319/05, Confédération Suisse c/ Commission, Europe, nov. 2010
180. Les règles procédurales nationales ne peuvent pas priver les juridictions internes de leur faculté de renvoi, CJUE, Grd. Ch. 5 oct. 2010, aff. C-173/09, Georgi Ivanov Elchinov c/ Natsionalna zdravnoosiguritelna kasa, Europe, déc. 2010
181. Rappel des principes régissant le remboursement des soins hospitaliers transfrontaliers, CJUE, Grd. Ch. 5 oct. 2010, aff. C-173/09, Georgi Ivanov Elchinov c/ Natsionalna zdravnoosiguritelna kasa, Europe, déc. 2010
182. La Cour étend la jurisprudence relative aux soins hospitaliers à ceux dispensés hors structure hospitalière mais impliquant le recours à des matériels lourds, CJUE, 5 oct. 2010, aff. C-512/08, Commission c/ France, Europe, déc. 2010
183. Débridage de motos et sécurité routière, CJUE, 18 nov. 2010, aff. C-142/09, Lahousse et Lavichy, Europe, janv. 2011
184. La Cour précise les modalités des compensations de créances afférentes à divers contrats de projets européens et rejette, faute de stipulation dans le règlement de procédure, le principe de litis denuntiatio, CJUE, 18 nov. 2010, aff. C-317/09 P, ArchiMEDES c/ Commission, Europe, janv. 2011
185. Condamnation itérative des Golden Shares, CJUE, 11 nov. 2010, aff. C-543/08, Commission c/ Portugal, Europe, janv. 2011
186. Le Tribunal démontre la faible place accordée en contentieux à la théorie de l'inexistence d'un acte juridique, Trib. UE, 24 nov. 2010, aff. T-9/09P, Luigi Marcuccio c/ Commission, Europe, janv. 2011
187. Le Tribunal censure l'OHMI qui, sous couvert d'exécution d'un arrêt antérieur, viole le principe de non-rétroactivité et de respect de l'autorité de chose jugée, Trib. UE, 10 nov. 2010, aff. C-269/09 P, OHMI c/ Manuel Simões Dos Santos, Europe, janv. 2011
188. La Cour juge valides les appréciations de la Commission au regard des implications, désormais bien établies, du principe de précaution, CJUE, 22 déc. 2010, Gowan Comércio Internacional e Serviços Lda Europe, fév. 2011
189. Poursuivant l'harmonieuse conciliation des impératifs économiques et de santé publique, la Cour juge justifiée par la protection de la santé la réglementation française limitant la participation des non-biologistes dans les laboratoires d'analyses médicales, CJUE, 16 déc. 2010, aff. C-89/09, Commission c/ France, Europe, fév. 2011

190. Détermination du diplôme pertinent pour l'accès à la profession d'avocat, CJUE, 22 déc. 2010, aff. C-118/09, Robert Koller, *Europe*, fév. 2011
191. Les Etats peuvent limiter l'exercice de la profession d'avocat par des fonctionnaires, CJUE, 2 déc. 2010, aff. C-225/09, Edyta Joanna Jakubowska, *Europe*, fév. 2011
192. Après constat d'une entrave évidente, la Cour assume elle-même la défense des intérêts de l'Etat en examinant d'office d'éventuelles justifications, CJUE, 22 déc. 2010, aff. C-287/10, Tankreederei I SA, *Europe*, fév. 2011
193. La réactivation, postérieurement à l'entrée en vigueur de l'accord d'association, d'un droit des étrangers plus strict que celui applicable au jour de cette entrée en vigueur constitue une restriction nouvelle prohibée, CJUE, 9 déc. 2010, aff. jtes. C-300/09 et C-301/09, F. Toprak et I. Oguz, *Europe*, fév. 2011
194. Un divorce n'affecte pas le droit de séjour régulièrement acquis par un ressortissant turc, CJUE, 22 déc. 2010, aff. C-303/08, Metin Bozkurt, *Europe*, fév. 2011
195. Le Collège d'autorisation et de contrôle du CSA belge n'est pas une juridiction fautive de satisfaire à l'exigence d'indépendance, CJUE, 22 déc. 2010, aff. C-517/09, RTL Belgium SA, *Europe*, fév. 2011
196. De l'incidence d'un désistement et d'un arrêt d'une Cour constitutionnelle sur le renvoi préjudiciel, CJUE, 9 déc. 2010, aff. C-241/09, Fluxys SA, *Europe*, fév. 2011
197. Le réalisme de la Cour dans la confrontation des impératifs économiques et non économiques n'est pas laxisme quant aux exigences probatoires de la Commission et des Etats, CJUE, 27 janv. 2011, aff. C-490/09, Commission c/ Luxembourg, *Europe*, mars. 2011
198. Le retrait, et le remplacement, en cours de procédure de la décision attaquée conduisent au non-lieu à statuer sauf si le requérant démontre un intérêt à l'annulation formelle de l'acte, Trib. UE, 12 janv. 2011, aff. T-411/09, Terezakis, *Europe*, mars. 2011
199. Communications électroniques et service universel, CJUE, 17 fév. 2011, aff. C-16/10, The Number Ltd, *Europe*, avr. 2011
200. La mise à disposition de main-d'œuvre relève du régime transitoire de l'Acte d'adhésion de la Pologne, de sorte qu'un Etat peut imposer l'obtention d'une autorisation de travail, CJUE, 10 fév. 2011, aff. jtes. C-307 à 309/09, Vicoplus SC PUH, BAM Vermeer Contracting sp. zoo, Olbelk Industrial Service sp. zoo, *Europe*, avr. 2011
201. Succession, religion et libre circulation des capitaux, CJUE, 10 fév. 2011, aff. C-25/10, Missionswerk Werner Heukelbach eV, *Europe*, avr. 2011
202. Procédures d'évaluation des incidences environnementales, CJUE, 24 mars 2011, aff. C-435/09, Commission c/ Belgique, *Europe*, mai 2011
203. Assurance automobile obligatoire et responsabilité civile, CJUE, 17 mars 2011, aff. C-484/09, Manuel Carvalho Ferreira Santos, *Europe*, mai 2011
204. Autorisation d'exploitation d'un aéroport et évaluation environnementale, CJUE, 17 mars 2011, aff. C-275/09, Brussels Hoofdstedelijk Gewest e.a., *Europe*, mai 2011
205. Entre compréhension et rigueur de la Cour quant à la recevabilité du pourvoi, CJUE, 24 mars 2011, aff. C-369/09 P, ISD Polska sp. z.o.o e.a., *Europe*, mai 2011
206. Du contentieux des ordres de versement d'une astreinte pour inexécution d'un arrêt de manquement, Trib. UE, 29 mars 2011, aff. T-33/09, Portugal c/ Commission, *Europe*, mai 2011
207. Procédure d'approbation des plans nationaux d'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre, Trib. UE, 22 mars 2001, aff. T-369/07, Lettonie c/ Commission, *Europe*, mai 2011

208. Réduction d'un concours financiers du FEDER, Trib. UE, 3 mars 2011, aff. T-401/07, Caixa Geral de Depósitos SA, *Europe*, mai 2011
209. Inadmissibilité des politiques de régularisation fiscale discriminatoires, CJUE, 7 avr. 2011, aff. C-20/09, Commission c/ Portugal, *Europe*, juin 2011
210. Première interprétation de la directive services : il est interdit d'interdire totalement le démarchage - Le Code français de déontologie des experts comptables est contraire à la directive services en ce qu'il comporte une interdiction totale du démarchage, CJUE, Gde Ch., 5 avr. 2011, aff. C-119/09, Société fiduciaire nationale d'expertise comptable, *Europe*, juin 2011
211. Effets des décisions et principe de coopération loyale, CJUE, 14 avr. 2011, aff. C-327/09, Mensch und Natur AG, *Europe*, juin 2011
212. Reconnaissance mutuelle des diplômes et activité régie par des organismes privés reconnus, CJUE, grde Ch., 5 avr. 2011, aff. C-424/09, Toki, *Europe*, juin 2011
213. Droit au recours des associations de protection de l'environnement, CJUE, 12 mai 2011, aff. C-115/09, Trianel Kohlekraftwerk Lünen GmbH & Co. KG, *Europe*, Juill. 2011
214. Reconnaissance mutuelle du permis de conduire, CJUE, 19 mai 2011, aff. C-184/10, Mathilde Grasser, *Europe*, Juill. 2011
215. Exécution nationale et respect des droits fondamentaux, des principes généraux du droit de l'Union et des objectifs de la PAC, CJUE, 5 mai 2011, aff. jtes. C-230 et 231/09, Etlin in GbR e.a., *Europe*, Juill. 2011
216. La Cour admet qu'une prescription puisse être instituée et opposée à des requêtes introduites à une date à laquelle l'Etat n'avait pas encore correctement transposé une directive, CJUE, 19 mai 2011, aff. C-452/09, Tonina Enza Iaia e.a., *Europe*, Juill. 2011
217. La prescription des actions en répétition de l'indu peut résulter de l'application par analogie d'une prescription de droit commun à condition que les principes de sécurité juridique et de proportionnalité soient respectés, CJUE, 5 mai 2011, aff. jtes. C-201 et 202/10, Ze Fu Fleischhandel GmbH et Vion Trading GmbH, *Europe*, Juill. 2011
218. Les notaires ne participent à l'exercice de l'autorité publique, CJUE, 24 mai 2011, aff. C-47/08, Commission c/ Belgique ; aff. C-50/08, Commission c/ France ; aff. C-51/08, Commission c/ Luxembourg ; aff. C-52/08, Commission c/ Portugal ; aff. C-53/08, Commission c/ Autriche ; aff. C-54/08, Commission c/ Allemagne ; aff. C-61/08, Commission c/ Grèce, *Europe*, Juill. 2011
219. Accord d'association CE/Turquie : pouvoir des Etats pour réglementer le séjour des travailleurs turcs admis sur le territoire national au titre du regroupement familial et condition de résidence régulière auprès du travailler turc, CJUE, 16 juin 2011, aff. C-484/07, Fatma Pehlivan c/ Staatssecretaris van Justitie, *Europe*, Aout-Sept. 2011
220. Accord d'association CE-Bulgarie : principe de non-discrimination, CJUE, 7 juill. 2011, aff. C-101/10, Gentcho Pavlov et Grégor Famira, *Europe*, Aout-Sept. 2011
221. Irrecevabilité de la question préjudicielle : Constatant que le principe de non-discrimination ne régit pas, en droit de l'Union, celles fondées sur des catégories socioprofessionnelles, la Cour ne peut répondre à une question préjudicielle concernant de telles discriminations, CJUE, 7 juill. 2011, aff. C-310/10, Stephan Agafitei e.a., *Europe*, Aout-Sept. 2011
222. Indemnisation de la victime fautive : La Cour précise à nouveau les conditions auxquelles l'indemnisation de la victime d'un accident automobile peut être réduite en raison de sa contribution à la réalisation du dommage, CJUE, 9 juin 2011, aff. C-409/09, José Maria Ambrósio Lavador, *Europe*, Aout-Sept. 2011

223. Bien-être des animaux et restitutions à l'exportation, CJUE, 30 juin 2011, aff. C-485/09, Viamex Agragr Handels GmbH, *Europe*, Aout-Sept. 2011
224. Du caractère hypothétique d'une question posée par le Tribunal Supremo espagnol, CJUE, 15 sept. 2011, aff. C-197/10, Unió de Pagesos de Catalunya, *Europe*, Nov. 2011
225. Télévision sans frontière, incitation à la haine et entente entre les peuples : à la recherche d'une subtile conciliation, CJUE, 22 sept. 2011, aff. jtes. C-244 et 245/10, Mesopotamia Broadcast A/S METV ; Roj TV A/S, *Europe*, Nov. 2011
226. Pertinence et cohérence des justifications d'une entrave, CJUE, 29 sept. 2011, aff. C-387/10, Commission c/ Autriche, *Europe*, Nov. 2011
227. Clause « droit de l'homme » des accords internationaux ou de l'impossibilité d'une carence et d'une responsabilité de l'Union, Trib. UE, ord. 6 sept. 2011, aff. T-292/09, Muhamad Mugraby c/ Conseil et Commission, *Europe*, Nov. 2011
228. L'imprécision des instructions aux soumissionnaires est de nature à provoquer une erreur excusable des requérants quant au délai d'introduction des recours contentieux, Trib. UE, 15 sept. 2011, aff. T-407/07, CMB et Christof, *Europe*, Nov. 2011
229. Adaptation de l'OCM sucre à la Pologne, Trib. UE, 29 sept. 2011, aff. T-4/06, Pologne c/ Commission, *Europe*, Nov. 2011
230. Annulation de vol et indemnisation des passagers, CJUE, 13 oct. 2011, aff. C-83/10, Aurora Sousa Rodríguez e.a., *Europe*, Déc. 2011
231. Procédures d'insolvabilité, Centre des intérêts principaux du débiteur, CJUE, 20 oct. 2011, aff. C-396/09, Interedil, *Europe*, Déc. 2011
232. Motorisation indépendante versus unité de l'opération de navigation, CJUE, 10 nov. 2011, aff. C-505/10, Partrederiet Sea Fighter, *Europe*, Janv. 2012
233. Golden shares, fonds souverains et mission d'intérêt économique général, CJUE, 10 nov. 2011, aff. C-212/09, Commission c/ Portugal, *Europe*, Janv. 2012
234. Publipromotions, téléreportages, télépromotions ou microannonces, il s'agit toujours de spots publicitaires soumis à la double limitation de diffusion imposée par la directive télévision sans frontières, CJUE, 24 nov. 2011, aff. C-281/09, Commission c/ Espagne, *Europe*, Janv. 2012
235. Portée de l'accord OMC et d'une décision de l'ORD, CJUE, 10 nov. 2011, aff. jtes. C-319/10 et C-320/10, X et X BV c. Inspecteur van de Belastingdienst/Y, *Europe*, Janv. 2012
236. Circulation des personnes et ordre public, CJUE, 17 nov. 2011, aff. C-430/10, Hristo Gaydarov, *Europe*, Janv. 2012
237. Le Tribunal consacre la violation du secret professionnel en cause d'illégalité susceptible d'engager la responsabilité de l'Union, Trib. UE, 8 nov. 2011, aff. T-88/09, Idromacchine Srl c/ Commission, *Europe*, Janv. 2012
238. Citoyenneté européenne - Notion de séjour légal, CJUE, 21 déc. 2011, aff. jtes., C-424/10 et 425/10, Tomasz Ziolkowski e.a., *Europe*, Fév. 2012
239. Les notaires ne participent à l'exercice de l'autorité publique, CJUE, 1^{er} déc. 2011, aff. C-157/09, Commission c/ Pays-Bas, *Europe*, Fév. 2012
240. Du fondement et des conditions de la récupération de financements FEDER, CJUE, 21 déc. 2011, aff. C-465/10, Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration c/ CCI de l'Indre, *Europe*, Fév. 2012
241. TVA et représentant fiscal, CJUE, 15 déc. 2011, aff. C-624/10, Commission c/ France, *Europe*, Fév. 2012

242. Le régime de protection renforcée contre les mesures d'éloignement institué au bénéfice des citoyens européens ne peut être étendu aux travaux turcs, CJUE, 8 déc. 2011, aff. C-371/08, Nural Ziebell, *Europe*, Fév. 2012
243. Assurances et autorisation de conduire donnée à une personne non assurée, CJUE, 1^{er} déc. 2011, aff. C-442/10, Churchill Insurance Company Limited et Equity Claims Limited, *Europe*, Fév. 2012
244. Réduction de la base d'imposition de la TVA, CJUE, 26 janv. 2012, aff. C-588/10, Minister Finansów c. Kraft Foods Polska SA, Réduction de la base d'imposition de la TVA, *Europe*, Mars. 2012
245. TVA et biens à usage mixte, CJUE, 16 fév. 2012, aff. C-594/10, T.G. van Laarhoven, *Europe*, Avr. 2012
246. Du pouvoir de contrôle de la Commission sur les motifs de non-communication de documents, Trib. UE, 14 fév. 2012, aff. T-59/09, Allemagne c/ Commission, *Europe*, Avr. 2012
247. Des modifications et de la contestation des modifications d'un PNA et d'un tableau PNA, Trib. UE, 1^{er} fév. 2012, aff. T-237/09, Région Wallonne c/ Commission, *Europe*, Avr. 2012
248. L'acquisition de la nationalité de l'Etat membre d'accueil sans perte de la nationalité turque n'affecte pas l'applicabilité de l'accord d'association UE/Turquie, CJUE, 29 mars 2012, aff. jtes., C-7/10 et C-9/10, Tayfun Kahveci et Osman Inan, *Europe*, Mai. 2012
249. Importation de médicaments non agréés, CJUE, 29 mars 2012, aff. C-185/10, Commission c/ Pologne, *Europe*, Mai. 2012
250. TVA et agences de voyages, CJUE, ord. 1^{er} mars 2012, aff. C-220/11, Star Coaches s.r.o., *Europe*, Mai. 2012
251. TVA et investissements préalables à la constitution d'une société, CJUE, 1^{er} mars 2012, aff. C-280/10, Polski Trawertyn, *Europe*, Mai. 2012
252. De l'application de la jurisprudence Centros à la libre circulation aux fins d'obtention d'un permis de conduire, CJUE, 1^{er} mars 2012, aff. C-467/10, Baris Akyüs, *Europe*, Mai. 2012
253. Prescription des intérêts et récupération de subventions européennes, CJUE, 29 mars 2012, aff. C-564/10, Pfeifer & Langen KG, *Europe*, Mai. 2012
254. De l'incompatibilité du Code Général des Impôts avec la sixième directive, CJUE, 29 mars 2012, aff. C-414/10, Véleclair SA, *Europe*, Mai. 2012
255. Taxation de véhicules prêtés à titre gratuit, CJUE, 26 avr. 2012, aff. jtes, C-578/10 à C-580/10, L.A.C van Putten e.a., *Europe*, Juin. 2012
256. Reconnaissance mutuelle du permis de conduire : Première interprétation de la directive 2006/126 et pérennité de la jurisprudence, CJUE, 26 avr. 2012, aff. C-419/10, Wolfgang Hofmann, *Europe*, Juin. 2012
257. Des rôles respectifs de la Commission et des Etats membres dans la limitation des gaz à effet de serre, CJUE, 29 mars 2012, aff. C-504/09P, Commission c/ Pologne ; CJCE, 29 mars 2012, aff. C-505/09P, Commission c/ Estonie, *Europe*, Mai. 2012
258. De l'inapplicabilité *rationae temporis* de la directive services et de l'application du droit primaire à une situation purement interne, CJUE, 10 mai 2012, aff. jtes., C-357/10 à C-359/10, Duomo Gpa Srl e.a, *Europe*, Juill. 2012
259. Contrôle des aides d'Etat, Trib. UE, 4 mai 2012, aff. T-344/10, UPS Europe NV/SA c/ Commission, *Europe*, Juill. 2012

260. Circulation des travailleurs -Droit applicable durant la période transitoire de l'adhésion, CJUE, 21 juin 2012, aff. C-15/11, Leopold Sommer, *Europe*, Aout-Sept. 2012
261. Circulation des capitaux - Condamnation d'un régime d'autorisation préalable, CJUE, 7 juin 2012, aff. C-39/11, VBV – Vorsorgekasse AG, *Europe*, Aout-Sept. 2012
262. Bourses d'études et condition de résidence, CJUE, 14 juin 2012, aff. C-542/09, Commission c/ Pays-Bas, *Europe*, Aout-Sept. 2012
263. Une note de débit n'est pas un acte attaquant en annulation, Trib. UE, ord. 19 juin 2012, aff. T-37/11, Hongrie c/ Commission européenne, *Europe*, Aout-Sept. 2012
264. De la qualification des décisions prises sur demande de réexamen des actes de droit de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre de la convention d'Aarhus, Trib. UE, 14 juin 2012, aff. T-338/08, Stichting Natuur en Milieu e.a. c/ Commission, Trib. UE, 14 juin 2012, aff. T-396/09, Vereniging Milieudéfensie c/ Commission, *Europe*, Aout-Sept. 2012
265. Les délégations de l'Union étant dans un double rapport de dépendance, organique et fonctionnelle, ne sont pas des organes aux sens de l'article 263 TFUE, Trib. UE, ord., 4 juin 2012, aff. T-395/11, Elti d.o.o. c/ Délégation de l'Union européenne au Monténégro, *Europe*, Aout-Sept. 2012
266. Transfert de siège social et imposition différenciée selon l'Etat membre de transfert, CJUE, 6 sept. 2012, aff. C-38/10, Commission c/ Portugal, *Europe*, nov. 2012
267. Fondement du droit de séjour : distinction entre travailleurs salariés et citoyen européen, CJUE, 6 sept. 2012, aff. jtes. C-147/11 et C-148/11, Lucja Czop et Margita Punakova, *Europe*, nov. 2012
268. Du départ entre domaine législatif et exécutif : vers un double critère tiré des choix politiques et de l'atteinte aux droits de personnes, CJUE, 5 sept. 2012, aff. C-355/10, Parlement c/ Conseil, *Europe*, nov. 2012
269. Des composantes de la politique énergétique de l'Union, CJUE, 6 sept. 2012, aff. C-490/10, Parlement c/ Conseil, *Europe*, nov. 2012
270. Du rééquilibrage des dépenses agricoles et de développement rural, Trib. UE, 20 sept. 2012, aff. T-333/09, Pologne c/ Commission, *Europe*, nov. 2012
271. Violations récurrentes du droit de l'Union, Trib. UE, 12 sept. 2012, aff. T-356/08, Grèce c/ Commission, *Europe*, nov. 2012
272. Des devoirs des députés européens, Trib. UE, 5 sept. 2012, aff. T-564/11, Nigel Paul Farage c/ Parlement européen et Jery Buzek, *Europe*, nov. 2012
273. Définition du « refus d'embarquement », CJUE, 4 oct. 2012, aff. C-22/11, Finnair Oyj, CJUE, 4 oct. 2012, aff. C-321/11, Germán Rodríguez Cachafeiro et María de los Reyes Martínez-Reboredo Varela-Villamor, *Europe*, déc. 2012
274. Circulation des travailleurs Allocation de recherche d'emploi, CJUE, 25 oct. 2012, aff. C-367/11, Deborah Prete, *Europe*, déc. 2012
275. Vols retardés : *bis repetita*, CJUE, 23 oct. 2012, aff. jtes., C-581/10 et C-629/10, Nelson e.a., *Europe*, déc. 2012
276. Citoyenneté européenne Indemnité de transport, CJUE, 4 oct. 2012, aff. C-75/11, Commission c/ Autriche, *Europe*, déc. 2012
277. Indemnisation de la victime fautive, CJUE, 23 oct. 2012, aff. C-300/10, Victor Hugo Marques Almeida, *Europe*, déc. 2012
278. Circulation des travailleurs - Confirmation de la jurisprudence Unal, CJUE, 8 nov. 2012, aff. C-268/11, Atilla Gülbahce, *Europe*, janv. 2013

279. Circulation des travailleurs - Effacement de créances, CJUE, 8 nov. 2012, aff. C-461/11, Ulf Kazimierz Radziejewski, *Europe*, janv. 2013
280. D'une possible responsabilité sans faute de l'Union européenne ? Trib. UE, 7 nov. 2012, aff. T-574/08, Syndicat des thoniers méditerranéens e. a. c/ Commission, Trib. UE, 7 nov. 2012, aff. T-114/11, Jean-François Giordano c/ Commission, *Europe*, janv. 2013
281. Recours en manquement De l'exigence de précision dans les argumentaires, CJUE, 19 déc. 2012, aff. C-68/11, Commission c/ Italie, *Europe*, fév. 2013
282. Prestation de services, lutte contre la fraude, la concurrence déloyale et protection des travailleurs, CJUE, 19 déc. 2012, aff. C-577/10, Commission c/ Belgique, *Europe*, fév. 2013
283. Renvoi préjudiciel - Notion de juridiction, CJUE, 19 déc. 2012, aff. C-363/11, Epitropos tou Elegktikou Synedriou sto Ypourgeio Politismou kai Tourismou, *Europe*, fév. 2013
284. Vol annulé et éruption volcanique : l'interruption du trafic aérien pour cause d'éruption volcanique ne délie par les compagnies aériennes de leur obligation de prise en charge des passagers, CJUE, 31 janv. 2013, aff. C-12/11, Denise McDonagh, *Europe*, mars. 2013
285. Classification tarifaire et invocabilité du droit OMC, CJUE, 17janv. 2013, aff. C-361/11, Hewlett-Packard Europe BV, *Europe*, mars. 2013
286. Reconnaissance des diplômes, discrimination à rebours et situation purement interne, CJUE, 21 fév. 2013, aff. C-111/12, Ordine degli Ingegneri della Provincia di Venezia e.a, *Europe*, avr. 2013
287. De la situation d'un travailleur employé, dans un Etat tiers, par une entreprise de l'Union, CJUE, 28 fév. 2013, aff. C-544/11, Petersen et Petersen, *Europe*, avr. 2013
288. Calcul des primes d'assurance et protection des consommateurs, CJUE, 7 mars 2013, aff. C-577/11, DKV Belgium SA, *Europe*, mai 2013
289. Accord CE/Suisse : La Cour avalise la démarche du Tribunal en rejetant au fond les prétentions de la Suisse et en occultant son statut contentieux, CJUE, 7 mars 2013, aff. C-547/10 P, Confédération Suisse c/ Commission, *Europe*, mai 2013
290. Accès aux documents et relations extérieures de l'Union, Trib. UE, 19 mars 2013, aff. T-301/10, Sophie in't Veld c/ Commission, *Europe*, mai 2013
291. De la confrontation des divisions communautaires belges avec la libre circulation des travailleurs, CJUE, Gr. Ch.,16 avr. 2013, aff. C-202/11, Anton Las, *Europe*, juin 2013
292. Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, CJUE, 25 avr. 2012, aff. C-212/11, Jyske Bank Gibraltat Ltd, *Europe*, juin 2013
293. Des obligations des établissements financiers et des Etats membres concernant les marchés d'instruments financiers, CJUE, 30 mai 2013, aff. C-604/11, Genil 48 SL, Commercial Hostelera de Grandes Vinos SL, *Europe*, juill. 2013
294. La condition de résidence imposée aux enfants de travailleurs frontaliers au Luxembourg ne passe pas le cap du test de proportionnalité, CJUE, 20 juin 2013, C-20/12, *Elodie Giersch e.a.*, *Europe*, aout-sept. 2013
295. La Cour condamne sans surprise une différence d'imposition des revenus mobiliers, CJUE, 6 juin 2013, aff. C-383/10, Commission c/ Belgique, *Europe*, aout-sept. 2013
296. L'impossibilité de tout accès partiel à la profession de kinésithérapeute ne peut être justifiée par la protection des consommateurs et de la santé publique si les activités de la profession sont dissociables, CJUE, 27 juin 2013, aff. C-575/11, Eleftherios-Themistoklis Nasiopoulos, *Europe*, aout-sept. 2013

297. La mission Eulex Kosovo n'a pas la personnalité juridique et ne peut être défenderesse à un recours en annulation, Trib. UE, 4 juin 2013, aff. T-213/12, *Elitaliana SpA c/ Eulex Kosovo*, *Europe*, août-sept. 2013
298. La Cour confirme l'incompatibilité avec la liberté d'établissement d'une législation imposant différemment les plus-values lors du transfert de siège selon l'Etat dans lequel il est effectué, CJUE, 18 juill. 2013, aff. C-261/11, *Commission c/ Danemark*, *Europe*, oct. 2013
299. L'insolvabilité de l'assureur ne relève pas des cas d'intervention des fonds nationaux d'indemnisation créés en application du droit européen relatif à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, CJUE, 11 juillet 2013, aff. C-409/11, *Csonka e.a c/ Magyar Állam*, *Europe*, oct. 2013
300. La Cour apprécie de manière classique une condition de résidence pour l'obtention de bourse d'études et occulte les demandes d'éclaircissement de l'Avocat général, CJUE, 18 juill. 2013, aff. jtes. C-523/11 et C-585/11, *Prinz c/ Region Hannover et Seeberger c/ Studentenwerk*, *Europe*, oct. 2013
301. Sanction pour violation du droit de l'Union et des droits fondamentaux, CJUE, 26 sept. 2013, aff. C-418/11, *Texdata Software Gmbh*, *Europe*, nov. 2013
302. Du départ entre aspects sociaux de la libre circulation des personnes et politique d'immigration - La modification des dispositions sociales de l'accord EEE ne relève pas de l'ESLJ, CJUE, 26 sept. 2013, aff. C-431/11, *Royaume-Uni c/ Conseil*, *Europe*, nov. 2013
303. Les règles nationales d'éthique professionnelle relèvent de la directive 2005/36 si elles sont en rapport direct avec l'exercice de l'art médical ; à défaut la libre prestation de services est le cadre d'analyse, CJUE, 12 sept. 2013, aff. C-475/11, *Kostas Konstantinides*, *Europe*, nov. 2013
304. La directive 2005/36 n'interdit pas la création d'une formation spécialisée de « chirurgie orale » ouverte tant aux médecins qu'aux dentistes, CJUE, 19 sept. 2013, aff. C-492/12, *Conseil national de l'ordre des médecins c/ Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Ministre des affaires sociales et de la Santé*, *Europe*, nov. 2013
305. La conception européenne de la protection des voyageurs ferroviaires exclu toute exonération du transporteur pour cause de force majeure, CJUE, 26 sept. 2013, aff. C-509/11, *ÖBB-Personenverkehr AG*, *Europe*, nov. 2013
306. Les dispositions indissociables de procédure et de fond de la troisième directive gaz n'ont pas d'effet rétroactif, Trib. UE, 6 sept. 2013, aff. T-465/11, *Globula a.s. c/ Commission*, *Europe*, nov. 2013
307. La sanction du défaut de production immédiate de documents afférents à l'immatriculation d'un véhicule de société est constitutive d'une entrave car manifestement disproportionnée au regard du non-accomplissement de la formalité légale considérée, CJUE, 10 oct. 2013, aff. C-5/13, *Ferenc Tibor Kovács*, *Europe*, déc. 2013
308. Assurance automobile obligatoire et responsabilité civile, CJUE, 24 oct. 2013, aff. C-277/12, *Vitalijs Drordovs*, CJUE, 24 oct. 2013, aff. C-22/12, *Katarína Haasová*, *Europe*, déc. 2013
309. Du principe de libre choix de l'avocat par l'assuré, CJUE, 7 nov. 2013, aff. C-442/12, *Jan Sneller*, *Europe*, janv. 2014
310. La directive 2003/35 applicable à des procédures engagées avant l'expiration du délai de transposition mais non achevées à cette échéance interdit que le droit au juge

- qu'elle impose soit limitée en droit interne quant aux moyens invocables, CJUE, 7 nov. 2013, aff. C-72/12, *Gemeinde Altrip e.a.*, *Europe*, janv. 2014
311. Des parapharmacies détenues par des pharmaciens, CJUE, 5 déc. 2013, aff. C-159/12 à C-161/12, *Alessandra Venturini*, *Europe*, fév. 2014
312. Le droit de renonciation du preneur d'assurance vie ne peut être limité, CJUE, 19 déc. 2013, aff. C-209/12, *Walter Endress*, *Europe*, fév. 2014
313. Du calcul des périodes d'activités antérieures pour l'avancement des travailleurs, CJUE, 5 déc. 2013, aff. C-514/12, *Zentralbetriebsrat der gemeinnützigen Salzburger Landeskliniken Betriebs GmbH c/ Land Salzburg*, *Europe*, fév. 2014
314. Du relevé d'office de l'illégalité pour violation des formes substantielles, Trib. UE, 13 déc. 2013, aff. T-240/10, *Hongrie c/ Commission*, *Europe*, fév. 2014
315. De la limitation des remboursements en cas de faillite de l'organisateur de voyages, CJUE, 16 janv. 2014, aff. C-430/13, *Ilona Baradics e.a.*, *Europe*, mars. 2014
316. De l'admissibilité de régimes spécifiques d'indemnisation adaptés aux particularités des accidents de circulation, CJUE, 23 janv. 2014, aff. C-371/12, *Enrico Petillo*, *Europe*, mars. 2014
317. Prescription des actions en revalorisation pour discrimination, CJUE, 16 janv. 2014, aff. C-429/12, *Siegfried Pohl*, *Europe*, mars. 2014
318. Liberté d'établissement et création de pharmacies, CJUE, 13 fév. 2014, aff. C-367/12, *Susanne Sokoll-Seebacher*, *Europe*, avr. 2014
319. La loi hongroise destinée au redressement de l'équilibre budgétaire entrave la liberté d'établissement et ne peut être justifiée par cet objectif de rétablissement de l'équilibre budgétaire, CJUE, 5 fév. 2014, aff. C-385/12, *Hervis Sport- és Divatkereskedelmi Kft*, *Europe*, avr. 2014
320. Du départ entre aspects sociaux de la libre circulation des personnes et politique d'immigration : *bis repetita*, CJUE, 27 fév. 2014, aff. C-656/11, *Royaume-Uni c/ Conseil*, *Europe*, avr. 2014
321. De l'inutile recours à la Cour dans le contentieux du permis de conduire, CJUE, ord. 19 mars 2014, aff. C-550/13, *Jean-Paul Grimal*, *Europe*, mai 2014
322. Du départ entre acte délégué et acte d'exécution, CJUE, 18 mars 2014, aff. C-427/12, *Commission c/ Parlement et Conseil*, *Europe*, mai 2014
323. La Cour confirme la possible coexistence de la TVA et d'un impôt sur les transmissions patrimoniales, CJUE, 20 mars 2014, aff. C-139/12, *Caixa d'Estalvis i Pensions de Barcelona*, *Europe*, mai 2014
324. Le forfait-soins versés aux EHPAD relèvent du régime TVA, CJUE, 27 mars 2014, aff. C-151/13, *Le Rayon d'Or SARL*, *Europe*, mai 2014
325. Le bouclier fiscal est contraire au droit de l'Union, CJUE, 13 mars 2014, aff. C-375/12, *Bouanich*, *Europe*, mai 2014
326. Non-discrimination dans les transports aériens, CJUE, 18 mars 2014, aff. C-628/11, *International Jet Management GmbH*, *Europe*, mai 2014
327. L'imposition d'une condition de résidence pour bénéficier de dégrèvement de groupe est attentatoire à la liberté d'établissement, CJUE, 1^{er} avr. 2014, aff. C-80/12, *Felixstowe Dock and Railway Company Ltd e.a.* *Europe*, juin 2014
328. Traitement fiscal des dividendes sortants, CJUE, 10 avr. 2014, aff. C-190/12, *Emerging Markets Series of DFA Investment Trust Company*, *Europe*, juin 2014
329. La taxe sur les transactions financières sauvée provisoirement ?, CJUE, 30 avr. 2014, aff. C-209/13, *Royaume-Uni c/ Conseil*, *Europe*, juin 2014

330. De l'interdiction de la surfacturation en téléphonie mobile, CJUE, 9 avr. 2014, aff. C-616/11, T-Mobile Austria GmbH, *Europe*, juin 2014
331. De l'art d'annuler une directive en esquivant les questions délicates, CJUE, 6 mai 2014, aff. C-43/12, Commission c/ Parlement et Conseil, *Europe*, juin. 2014
332. Travail dominical et droits fondamentaux : une occasion manquée, CJUE, 8 mai 2014, aff. C-483/12, Pelckmans, *Europe*, juin. 2014
333. Location internationale de main d'œuvre, CJUE, 19 juin 2014, aff. jtes., C-53/13 et C-80/13, Strojírny Prostějov e.a., *Europe*, juill. aout., 2014
334. Applicabilité du droit de l'Union, CJUE, 8 juill. 2014, aff. C-83/13, Fonnship A/S, *Europe*, aout.sept, 2014
335. De la signification procédurale de la PESC, CJUE, 24 juin 2014, aff. C-658/11, Parlement européen c/ Conseil, *Europe*, aout. sept, 2014
336. Vaccination obligatoire des mineurs et Charte des droits fondamentaux : incompétence de la Cour, CJUE, 17 juill. 2014, aff. C-459/13, Milica Siroka, *Europe*, oct. 2014
337. Mise à disposition de main d'œuvre ressortissante d'Etat tiers, CJUE, 11 sept. 2014, aff. C-91/13, Essent Energie Productie BV c/ Minister van Sociale Zaken en Werkgelegenheid, *Europe*, nov. 2014
338. Compétence de l'Union et droits voisins des organismes de radiodiffusion, CJUE, 4 sept. 2014, aff. C-114/12, Commission c/ Conseil, *Europe*, nov. 2014
339. Assurance automobile obligatoire et machines agricoles, CJUE, 4 sept. 2014, aff. C-162/13, Damijan Vnuk, *Europe*, nov. 2014
340. Des conditions de justification de l'entrave par la protection de l'environnement, CJUE, 11 sept. 2014, aff. jtes., C-204/12 à C-208/12, Essent Belgium, *Europe*, nov. 2014
341. Protection des intérêts financiers, CJUE, 17 sept. 2014, aff. C-341/13, Cruz & Companhia Lda, *Europe*, nov. 2014
342. Supplément pour bagages en soute : de l'admission du modèle « low cost », CJUE, 18 sept. 2014, aff. C-487/12, Vueling Airlines SA, *Europe*, oct. 2014
343. Du départ entre appréciation scientifique et migratoire des demandes de visa étudiant, CJUE, 10 sept. 2014, aff. C-491/13, Ben Alaya, *Europe*, oct. 2014
344. CJUE, 14 oct. 2014, avis 1/13, Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, *Europe*, déc. 2014
345. De la délimitation du pouvoir d'exécution, CJUE, 15 oct. 2014, aff. C-65/13, Parlement européen c/ Commission, *Europe*, déc. 2014
346. De la compétence du Tribunal sur le fondement d'une clause compromissoire, Trib. UE, 24 oct. 2014, aff. T-29/11, Technische Universität Dresden c/ Commission, *Europe*, déc. 2014
347. Des difficultés de récupération des aides d'Etats malgré le prononcé de sanctions pécuniaires, Trib. UE, 21 oct. 2014, aff. T-268/13, Italie c/ Commission, *Europe*, déc. 2014
348. Certificats verts : de l'exclusivité de la compétence externe de l'Union, CJUE, 26 nov. 2014, aff. C-66/13, Green Network SpA, *Europe*, janv. 2015
349. Transport sanitaire d'urgence, CJUE, 11 décembre 2014, aff. C-113/13, Azienda sanitaria locale n. 5 « Spezzino » e.a. c/ San Lorenzo Soc. Coop. Sociale e.a. , *Europe*, fév. 2015
350. Double nationalité et citoyenneté européenne, CJUE, 14 janv. 2015, aff. C-171/13, Demirci e.a, *Europe*, mars 2015

351. Base juridique : du départ entre Euratom et la politique européenne de l'environnement, CJUE, 12 fév. 2015, aff. C-48/14, Parlement européen c/ Conseil de l'Union européenne, *Europe*, avr. 2015
352. Assurance responsabilité et définition du passager, CJUE, 26 fév. 2015, aff. C-6/14, Wucher Helicopter GmbH, Euro-Aviation Versicherungs AG c/ Fridolin Santer, *Europe*, avr. 2015
353. Droit au juge, CJUE, 19 mars 2015, aff. C-510/13, E.ON Földgáz Trade Zrt, *Europe*, mai. 2015
354. Assurance automobile obligatoire : modulation contractuelle de la couverture, CJUE, 26 mars 2015, aff. C-556/13, « Litaksa » UAB c/ « BTA Insurance Company » SE, *Europe*, mai. 2015
355. La Cour précise les conditions d'application du critère d'indissociabilité des règles de fond et de procédure, CJUE, 26 mars 2015, aff. C-596/13P, Commission c/ Moravia Gas Storage a.s., *Europe*, mai. 2015
356. Retrait du permis de conduire : de la distinction des cas de figure, CJUE, 23 avr. 2015, aff. C-260/13, Sevda Aykul, *Europe*, juin 2015
357. Action extérieure : Accords mixtes, acte hybride et respect des procédures, CJUE, 28 avril 2015, aff. C-28/12, Commission c/ Conseil, *Europe*, juin 2015
358. De l'utilisation de la « lisbonisation » du troisième pilier dans les querelles inter-institutionnelles, CJUE, 16 avr. 2005, aff. 540/13, Parlement c/ Conseil ; CJUE, 16 avr. 2005, aff. jtes. C-317/13 et C-679/13, Parlement c/ Conseil, *Europe*, juin 2015
359. Reconnaissance mutuelle du permis de conduire, CJUE, 21 mai 2015, aff. C-339/14, Andreas Wittmann, *Europe*, juill. 2015
360. Condition d'obtention d'une prestation maternité, CJUE, 21 mai 2015, aff. C-65/14, Charlotte Rosselle c/ Institut national d'assurance maladie-invalidité, Union nationale des mutualités libres, *Europe*, juill. 2015
361. L'offre de vente ou la publicité par internet relève de la notion de distribution au sens de la directive 2001/29, CJUE, 13 mai 2015, aff. C-516/13, Dimensione Direct Sales Srl, *Europe*, juill. 2015
362. Du départ d'un commissaire européen et de l'absence d'établissement matériel de la décision attaquée ou comment éluder le fond du « dalligate », Trib. UE, 12 mai 2015, aff. T-562/12, John Dalli c/ Commission, *Europe*, juill. 2015
363. Droit d'accises et petites brasseries indépendantes, CJUE, 4 juin 2015, aff. C-285/14, Directeur général des douanes et droits indirects c/ Brasserie Bousquet SA, *Europe*, Aout-Sept. 2015
364. De l'interprétation de la notion d'ordre public dans le cadre de la directive retour, CJUE, 11 juin 2015, aff. C-554/13, Z. Zh. Et I.O. c/ Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie, *Europe*, Aout-Sept. 2015
365. Application de la jurisprudence Vicoplus à l'acte d'adhésion de la Hongrie, CJUE, 18 juin 2015, aff. C-586/13, Martin Meat kft, *Europe*, Aout-Sept. 2015
366. Reconnaissance mutuelle du permis de conduire et preuve de la condition de résidence normale dans le pays de délivrance, CJUE, 25 juin 2015, aff. C-664/13, Nimanis, *Europe*, Aout-Sept. 2015
367. Accès aux documents et dématérialisation, Trib. UE, 2 juil. 2015, T-214/13, Typke c/ Commission, *Europe*, Aout-Sept. 2015
368. Une fédération de pêcheurs n'est pas recevable à demander l'annulation d'un plan d'action destiné à améliorer le contrôle, par un Etat membre, du respect de la politique

- commune de la pêche, Trib. UE, 7 juill. 2015, aff. T-312/14, Federazione nazionale delle cooperative della pesca e.a. c/ Commission, *Europe*, Aout-Sept. 2015
369. Du départ entre acte délégué et acte d'exécution, CJUE, Gr. Ch., 16 juill. 2015, aff. C-88/14, Commission c/ Conseil, *Europe*, oct. 2015
370. Ouverture des négociations d'un accord international et équilibre institutionnel, CJUE, 16 juill. 2015, aff. C-425/13, Commission c/ Conseil, *Europe*, oct. 2015
371. La Cour admet que le Royaume-Uni et l'Irlande, en position d'opt-out dans Schengen, puissent coopérer, par voie accords, avec des Etats membres dans le cadre d'Eurosur, CJUE, 8 sept. 2015, aff. C-44/14, Espagne c/ Parlement et Conseil, *Europe*, nov. 2015
372. Garantie de dépôts : définition des exclusions, CJUE, 2 sept. 2015, aff. C-127/14, Andrejs Surmačs c/ Finanšu un kapitāla tirgus komisija, *Europe*, nov. 2015
373. Les notaires ne participent à l'exercice de l'autorité publique, CJUE, 10 sept. 2015, aff. C-151/14, Commission c/ Lettonie, *Europe*, nov. 2015
374. De la détermination du droit d'action contre l'assureur de l'auteur d'un dommage, CJUE, 9 sept. 2015, aff. C-240/14, Eleonore Prüller-Frey c/ Norbert Brodnig, Axa Versicherung AG, *Europe*, nov. 2015
375. Retard de vol et exonération du transporteur, CJUE, 17 sept. 2015, aff. C-257/14, Corina van der Lans, *Europe*, nov. 2015
376. De l'utilisation de la « lisbonisation » du troisième pilier dans les querelles interinstitutionnelles *bis repetita*, CJUE, 10 sept. 2015, aff. C-363/14, Parlement c/ Conseil, *Europe*, nov. 2015
377. Compétences de l'Union et initiative citoyenne, Trib. UE, 30 sept. 2015, aff. T-450/12, Alexios Anagnostakis c/ Commission européenne, *Europe*, nov. 2015
378. Recours contre les décisions de l'autorité bancaire européenne et de la commission de recours des autorités européennes de surveillance, Trib. UE 9 sept. 2015, aff. T-C-660/14, SV Capital OÜ c/ Autorité bancaire européenne, *Europe*, nov. 2015
379. Du statut contentieux de la mission Eulex Kosovo, CJUE, 12 nov. 2015, aff. C-439/13 P, Elitaliana SpA c/ Eulex Kosovo, *Europe*, janv. 2016
380. Ramonage, police du feu, activité participant à l'exercice de l'autorité publique et SIEG ou des conditions d'application de la directive services, CJUE, 23 déc. 2015, aff. C-293/14, Hiebler, *Europe*, fév. 2016
381. Pouvoir législatif et élaboration de la politique commune de la pêche, CJUE, 1^{er} déc. 2015, aff. C-124/13 et C-125/13, Parlement et Commission c/ Conseil, *Europe*, Fév. 2016
382. De la protection des prérogatives du Parlement, CJUE, 23 déc. 2015, aff. C-595/14, Parlement c/ Conseil, *Europe*, Fév. 2016
383. Du dommage de l'employeur de passagers victimes d'un retard de vol, CJUE, 17 fév. 2016, aff. C-429/14, Air Baltic Corporation AS, *Europe*, Avr. 2016
384. L'Union n'est pas responsable, au tire de l'obligation de suivi des engagements d'adhésion, de l'abrogation de la loi croate sur les agents publics d'exécution, Trib. UE, 26 fév. 2016, aff. T-507/14, Vidmar et Graf c/ Commission, Trib. UE, 26 fév. 2016, aff. jtes, T-546/13, T-108/14, T-109/14, Šumelj c/ Commission, *Europe*, Avr. 2016
385. Des pouvoirs de l'organisme national de contrôle du règlement « droits des passagers aériens », CJUE, 17 mars 2016, aff. jtes., C-145/15 et 146/16, K. Ruijsenaars et A. Jansen (C-145/15), J. H. Dees-Er (C-146/16) c/ Staatssecretaris van Infrastructuur en Milieu, *Europe* Mai 2016

386. Des obligations respectives du législateur et de la Commission en matière d'acte délégué, CJUE, 17 mars 2016, aff. C-286/14, Parlement c/ Commission, *Europe* Mai 2016
387. Abus de droit et politique commerciale commune, CJUE, 14 avr. 2016, aff. C-131/14, Malvino Cervati, *Europe*, Juin 2016
388. La Cour confirme la nature volontaire de la démission du commissaire John Dalli, CJUE, ord. 14 avr. 2016, aff. C-394/15P, Dalli c/ Commission, *Europe*, Juin 2016
389. Liberté d'établissement, contrôles fiscaux et secret bancaire : quelle conciliation ?, CJUE, 14 avr. 2016, aff. C-522/14, Sparkasse Allgäu, *Europe*, Juin 2016
390. Rappel des principes essentiels du droit d'accès aux documents, Trib. UE, 26 avr. 2016, aff. T-221/08, Strack c/ Commission, *Europe*, Juin 2016
391. Renvoi préjudiciel Irrecevabilité manifeste, CJUE, 12 mai 2016, aff. C-281/15, Soha Sahyouni, *Europe*, Juill 2016
392. Recours en annulation Du rappel des règles de recevabilité, Trib. UE, 12 mai 2016, aff. T-468/14, Holistic Innovation Institute, *Europe*, Juill 2016
393. Renvoi préjudiciel : irrecevabilité des questions relatives à une situation ne relevant pas du champ d'application du droit de l'Union, CJUE, 16 juin 2016, aff. C-351/14, Estrella Rodríguez Sánchez c/ Consum Sociedad Cooperativa Valenciana, *Europe*, Aout-Sept 2016
394. Délivrance de la carte professionnelle des transporteurs routiers, CJUE, 7 juill. 2016, aff. C-447/15, Ivo Muladi, *Europe*, Oct. 2016
395. Audit interne de la Commission, enquête de l'OLAF et responsabilité de l'Union, Trib. UE, 20 juill. 2016, aff. T-483/13, Oikonomopoulos c/ Commission, *Europe*, Oct. 2016
396. Pirouette sémantique et querelle inter-institutionnelle : rappel du respect du droit primaire par la Cour, CJUE, 7 sept. 2016, aff. C-113/14, Allemagne c/ Parlement Européen, *Europe*, Nov. 2016
397. Recevabilité de l'exception d'illégalité invoquée pour la première fois dans la procédure contentieuse subséquente à une procédure précontentieuse, Trib. UE, 27 oct. 2016, aff. T-787/14 P, BCE c. Maria Concetta Cerafogli, *Europe*, Déc. 2016
398. Ne faudrait-il pas préférer la cohérence et l'exactitude de la motivation aux facilités du copier-coller juridictionnel, CJUE, 5 oct. 2016, aff. C-572/15, Hoffmann-La Roche AG c/ Accord Healthcare OÜ, *Europe*, Déc. 2016
399. Financement de l'autorité de régulation du secteur postal, CJUE, 16 nov. 2016, aff. C-2/15, DHL Express (Austria) GmbH, *Europe*, Janv. 2017
400. Les titulaires de l'exemption des obtenteurs ne constituent pas un cercle restreint affecté individuellement par un acte de portée générale, CJUE, 24 nov. 2016, aff. jtes., C-408/15P et C-409/15P, Ackermann Saatzucht e.a. c/ Parlement et Conseil, *Europe*, Janv. 2017
401. Le droit à la protection des données transmises pour l'évaluation d'une substance active ne fait pas naître de droit de nature à considérer que le bénéficiaire de cette protection peut être directement affecté par un règlement portant sur une substance de base, Trib. UE, ord. 9 nov. 2016, aff. T-746/15, Bofia AG c. Commission, *Europe*, Janv. 2017
402. Accords d'association et libre circulation des capitaux, CJUE, 24 nov. 2016, aff. C-464/14, SECIL, *Europe*, Janv. 2017
403. Des pouvoirs du représentant chargé du règlement des sinistres, CJUE, 15 déc. 2016, aff. C-558/15, Alberto José Vieira de Azevedo, e.a. c/ CED Portugal Unipessoal Lda e. a., *Europe*, Fév. 2017

404. La Cour confirme la nature des actes adoptés par l'autorité bancaire européenne et la commission de recours des autorités européennes, *Europe*, Fév. 2017, CJUE, 14 déc. 2016, aff. C-577/15P, SV Capital OÜ c/ Autorité bancaire européenne, *Europe*, Fév. 2017
405. Les notaires ne participent à l'exercice de l'autorité publique, CJUE, 1^{er} fév. 2017, aff. C-392/15, Commission c/ Hongrie, *Europe*, Avr. 2017
406. La directive agents commerciaux ne s'applique pas à un agent commercial établi en Turquie bien que le commettant soit établi en Belgique, CJUE, 16 fév. 2017, aff. C-507/15, Agro Foreign Trade & Agency Ltd c/ Petersime NV, *Europe*, Avr. 2017
407. Une requête qui demande au Tribunal de se substituer à l'auteur de l'acte, voire de lui adresser des injonctions et qui ne comportent pas de conclusions claires d'annulation ne peut qu'être jugée irrecevable ; Trib. UE, 17 fév. 2017, aff. T-493/14, Ingrid Alice Mayer c/ EFSA, *Europe*, Avr. 2017
408. TVA et livres numériques ; CJUE, 7 mars 2017, aff. C-390/15, RPO, *Europe*, Mai 2017
409. Le monopole des notaires n'est pas incompatible avec le droit de l'Union, CJUE, 9 mars 2017, aff. C-342/15, Piringer, *Europe*, Mai 2017
410. De la conciliation des droits des membres de la famille d'un travail turc et des préoccupations nationales quant à la gestion des flux migratoires, CJUE, 29 mars 2017, aff. 652/15, Furkan Tekdemir, *Europe*, Mai 2017
411. Le Tribunal rappelle les définitions de l'acte attaqué et de l'acte purement confirmatif, Trib. UE, 24 mars 2017, aff. T-117/15, Estonie c/ Commission, *Europe*, Mai 2017
412. Contrôle des conditions d'honorabilité : Liberté d'établissement, CJUE, 27 avr. 2017, aff. C-559/15, Onix Asigurări SA, *Europe*, Juin 2017
413. Du devoir de diligence du Médiateur, CJUE, 4 avr. 2017, aff. C-337/15 P, Médiateur européen c/ Claire Staelen, *Europe*, Juin 2017
414. Circulation des personnes et permis de conduire, CJUE, 26 avr. 2017, aff. C-632/15, Popescu, *Europe*, Juin 2017
415. Avion vs oiseau: 1/0 – Consommateurs vs transporteur: 0/1 : vers un assouplissement de la Cour ?, CJUE, 4 mai 2017, aff. C-315/15, Pešková et Peška, *Europe*, Juill. 2017
416. La Cour précise l'application dans le temps de la directive relative à la lutte contre les retards de paiements en ce qui concerne les contrats à exécution successive, CJUE, 1^{er} juin 2017, aff. C-330/16, Zarski, *Europe*, Aout-Sept. 2017
417. Transport ferroviaire et obligations comptables, CJUE, 28 juin 2017, aff. C-482/14, Commission c/ Allemagne, *Europe*, Aout-Sept. 2017
418. La Cour juge valide l'interdiction faite aux pilotes de plus de 65 ans de piloter des avions exploités pour le transport commercial, CJUE, 5 juill. 2017, aff. C-190/16, Werner Fries, *Europe*, Oct. 2017
419. La directive « clause abusives » s'applique au domaine des services aériens, CJUE, 6 juill. 2017, aff. C-290/16, Air Berlin, *Europe*, Oct. 2017
420. La Cour poursuit la construction du droit à la protection juridictionnelle des demandeurs d'asile induite par le règlement Dublin III, CJUE, gde. ch., 26 juill. 2016, aff. C-490/16, A.S, *Europe*, Oct. 2017
421. La Cour livre une leçon juridique sur les actes délégués et délimite les pouvoirs tant du législateur que de la Commission et du juge, CJUE, 26 juill. 2017, aff. C-696/15P, République tchèque c/ Commission, *Europe*, Oct. 2017

422. Rétention des demandeurs d'asile et droit à la liberté et à la sûreté, CJUE, 14 sept. 2017, aff. C-18/16, K, *Europe*, Nov. 2017
423. Reconnaissance mutuelle des condamnations pénales et confusion des peines, CJUE, 21 septembre 2017, aff. C-171/16, Beshkov, *Europe*, Nov. 2017
424. Comitologie : Censure de pratiques d'un autre temps de la Commission, CJUE, 20 sept. 2017, aff. C-183/16P, Tilly-SabcoSAS c/ Commission, *Europe*, Nov. 2017
425. Un régime de responsabilité civile peut exclure la réparation du préjudice propre de l'auteur d'un accident, CJUE, 7 sept. 2017, aff. C-506/16, Neto de Sousa, *Europe*, Nov. 2017
426. Reconnaissance mutuelle du permis de conduire, CJUE, 26 oct. 2017, aff. C-195/16, I, *Europe*, Déc. 2017
427. Faute pour le CGI de comporter un renvoi direct et inconditionnel aux directives TVA, la Cour n'est pas compétente pour répondre à la question préjudicielle du Conseil d'Etat français, CJUE, 19 oct. 2017, aff. C-303/16, Solar Electric Martinique, *Europe*, Déc. 2017
428. La Cour confirme l'interprétation large de l'interdiction des impositions indirectes des rassemblements de capitaux, CJUE, 19 oct. 2017, aff. C-573/16, Air Berlin plc, *Europe*, Déc. 2017
429. Responsabilité financière des États membres responsables de la perte de droit de douane subie par un autre État membre, CJUE, 25 oct. 2017, aff. jtes. C-593/15 P et C-594/15 P, République Slovaque c/ Commission et CJUE, 25 oct. 2017, aff. C-599/15 P, Roumanie c/ Commission, *Europe*, Déc. 2017
430. La Cour précise les conditions de détermination de la valeur en douane des marchandises importées sur le territoire de l'Union en violation du régime de transit externe, CJUE, 9 nov. 2017, aff. C- 46/16, LS Customs Services SIA, *Europe*, Janv. 2018
431. L'application de la directive « responsabilité civile » à un accident causé par un véhicule agricole à l'arrêt mais moteur en marche dépend de l'utilisation effective au moment du dommage, CJUE, 28 nov. 2017, aff. C-514/16, Rodrigues de Andrade, *Europe*, Janv. 2018
432. En ne décelant aucune illégalité dans la procédure de révision du statut des fonctionnaires le Tribunal éclare els règles de consultations des organisations syndicales ou professionnelles, Trib. UE, 16 nov. 2017, aff. T- 75/14, Union syndicale fédérale des services publics européens et internationaux c/ Parlement et Conseil, *Europe*, Janv. 2018
433. La Cour précise l'articulation des procédures non-contentieuse et contentieuse dans les cas de récupération d'indemnités parlementaires indument versées, CJUE, 21 fév. 2018, aff. C-326/16P, LL c/ Parlement européen, *Europe*, Avr. 2018
434. Accès aux documents : De la protection des relations internationales UE/Ukraine, Trib. UE, 27 fév. 2018, aff. T-307/16, CEE Bankwatch Network c/ Commission européenne, *Europe*, Avr. 2018
435. De la notion d'acte comportant des mesures d'exécution, CJUE, 13 mars 2018, aff. C-244/16P, Industrias Químicas del Vallés SA c/ Commission et CJUE, 13 mars 2018, aff. C-384/16 P, European Union Copper Task Force c/ Commission, *Europe*, Mai. 2018
436. Directive services, santé humaine et santé animale, CJUE, 1^{er} mars 2018, aff. C-297/16, Colegiul Medicilor Veterinari din România, *Europe*, Mai. 2018
437. De la grève sauvage vue comme inhérente à l'activité normal de transporteur , CJUE, 17 avr. 2018, aff. jtes., C-195/17, C-197/17 à C-203/17, C-226/17, C-228/17, C-

- 254/17, C-274/17, C-275/17, C-278/17 à C-286/17 et C-290/17 à C-292/17, Krüsemann e.a., *Europe*, Juin. 2018
438. Forme et délai de la réclamation pour perte de bagages, CJUE, 12 avr. 2018, aff. C-258/16, Finnair Oyj, *Europe*, Juin. 2018
439. Contrôle du rejet d'une initiative citoyenne, Trib. UE, 23 avr. 2018, aff. T-561/14, European Citizens' Initiative One of Us c/ Commission, *Europe*, Juin. 2018
440. Nature des financements européens, CJUE, 30 mai 2018, aff. C-370/16, Bruno Dell'Acqua c/ Eurocom Srl et Regione Lombardia, *Europe*, Juill., 2018
441. Effets des enquêtes OLAF, Trib. UE, 3 mai 2018, aff. T-47/16, Sigma Orionis SA c/ Agence exécutive pour la recherche et Trib. UE, 3 mai 2018, aff. T-48/16, Sigma Orionis SA c/ Commission européenne, *Europe*, Juill., 2018
442. De la nature des actes adoptés dans les procédures REAC, Trib. UE, 8 mai 2018, aff. T-283/15, Esso Raffinage c/ Agence européenne des produits chimiques, *Europe*, Juill., 2018
443. La Cour valide la décision portant création de la réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union, CJUE, 21 juin 2018, aff. C-5/16, Pologne c/ Parlement européen et Conseil de l'Union européenne, *Europe*, Aout-Sept., 2018
444. Transports - Indépendance de l'organisme d'enquête, CJUE, 13 juin 2018, aff. C-530/16, Commission c/ Pologne, *Europe*, Aout-Sept., 2018
445. Politique commune de la pêche : habilitation des États membres, CJUE, 13 juin 2018, aff. C-683/16, Deutscher Naturschutzring, Dachverband der deutschen Natur- und Umweltschutzverbände eV, *Europe*, Aout-Sept., 2018
446. Accord d'association CEE/Turquie & regroupement familial, CJUE, 7 août 2018, aff. C-123/17, Yön, *Europe*, Oct., 2018
447. Asile : Directive procédure et pouvoirs du juge national, CJUE, gde ch, 25 juillet 2018, aff. C-585/16, Serin Alheto, *Europe*, Oct., 2018
448. Asile - Rétention du demandeur d'asile débouté CJUE, 5 juillet 2018, aff. C-269/18 PPU, C.J.S, *Europe*, Oct., 2018
449. Accord d'association CEE/Turquie, CJUE, 11 juillet 2018, aff. C-629/16, CX, *Europe*, Oct., 2018
450. Assurance obligatoire d'un véhicule non utilisé, CJUE, 4 septembre 2018, aff. C-80/17, Fundo de Garantia Automóvel c/ Alina Antónia Destapado Pão Mole Juliana, Cristiana Micaela Caetano Juliana, *Europe*, Nov., 2018
451. Pratiques commerciales déloyales, CJUE, 19 septembre 2018, aff. C-109/17, Bankia SA, *Europe*, Nov., 2018
452. Responsabilité extracontractuelle de l'Union : Du lien de causalité, CJUE, 6 septembre 2018, aff. C-346/17P, Christophe Klein c/ Commission, *Europe*, Nov., 2018
453. De la non-communication de documents relatifs aux produits financiers ayant une incidence sur la politique financière, économique ou monétaire de l'Union et d'un État membre, Trib. UE, 27 septembre 2018, aff. T-116/17, Spiegel-Verlag Rudolf Augstein et Sauga c. BCE, *Europe*, Nov., 2018
454. Le principe de proportionnalité permet d'admettre qu'une ingérence non grave dans le respect des droits fondamentaux puisse être justifiée par la poursuite d'infractions pénales non graves, CJUE, 2 octobre 2018, aff. C-207/16, Ministerio Fiscal, *Europe*, Déc., 2018
455. Effets des accords OMC et des décisions de l'ORD, CJUE, 18 octobre 2018, aff. C-207/17, Rotho Blaas Srl, *Europe*, Déc., 2018

456. Le Tribunal annule une exemption de droit antidumping pour violation des principes généraux de parallélisme des formes et de sécurité juridique, Trib. UE, 18 oct. 2018, aff. T-364/16, ArcelorMittal Tubular Products Ostrava a.s e.a c/ Commission, *Europe*, Déc., 2018
457. Test d'intégration civique, regroupement familial et droit de séjour autonome, CJUE, 7 novembre 2018, aff. 257/17, C, A, CJUE, 7 novembre 2018, aff. C-484/17, K. *Europe*, Janv., 2019
458. Demande de regroupement familial : champ d'application et régime d'une demande tardive, CJUE, 7 novembre 2018, aff. C-380/17, K,B, *Europe*, Janv., 2019
459. Obligation « must carry » et « must offer » : Playmédia vs France Télévisions CJUE, 13 décembre 2018, aff. C-298/17, France Télévisions SA c/ Playmédia et CSA, *Europe*, Fév., 2019
460. TVA et droit de suite, CJUE, 19 décembre 2018, aff. C-51/18, Commission c/ Autriche, *Europe*, Fév., 2019
461. La protection des intérêts financiers de l'Union n'autorise pas la Commission à méconnaître l'étendue de ses pouvoirs, ni les droits de la défense et la présomption d'innocence, CJUE, 14 déc. 2018, aff. T-298/ 16, East West Consulting c/ Commission, *Europe*, Fév., 2019